Cahiers de
l'humanisme libertaire
REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Mars-avril 1964 — Nouvelle série - N° 100-101 — ABONNEMENT ANNUEL : 5 F — LE NUMERO : 0,45 F

KHROUCHTEV et MAO

Qui a raison, des communistes chinois et des communistes russes ? Lesquels sont le plus près de la doctrine marxiste, lesquels de la doctrine léniniste, lesquels du marxisme-léniniste, lesquels de la pensée trotskyste qui est aussi marxiste à peu près orthodoxe, lesquels de la pensée stalinienne — mais y en eut-il vraiment une ?

Bien malin qui pourrait trancher la question en toute certitude. Car on peut opposer un Marx révolutionnaire à un Marx réformiste, ou tout du moins initiateur du socialisme réformiste parlementaire, ce qui, qu'on le veuille ou non, sonnait le glas de la tactique révolutionnaire.

On peut donc être marxiste de bien des façons. Tout est question d'interprétation, de dialectique et de casuistique.

Léniniste, c'est autre chose. Lénine fut toujours, avant tout, révolutionnaire. On a pu, en ce sens, le rapprocher de Bakounine. Et dans la polémique qui oppose Mao à Krouchtev, c'est évidemment Mao qui peut à bon droit se réclamer de Lénine.

Pour ce dernier, comme pour Trotsky du reste, la lutte du socialisme-communiste ne pouvait être que révolutionnaire. La révolution armée en était la seule méthode valable, et Krouchtev n'a pas raison quand il prétend être fidèle au marxisme-léniniste, c'est-à-dire au marxisme revu par Lénine, en renonçant au gigantesque combat qui mettrait la planète en feu. Et peut-être n'y aurait-il pas renoncé si la bombe atomique n'était plus là pour lui faire comprendre que la victoire, si la Russie l'obtenait, coûterait si cher que ce ne serait pas le socialisme, mais le néant qui l'emporterait. Staline aussi l'avait compris, car l'armée rouge serait arrivée à Gibraltar dès 1950 si les obstacles n'avaient été si grands.

Mais Mao n'y regarde pas de si près. Même si la Chine perdait cinq cents millions d'habitants et le reste du monde les trois-quarts de sa population, il n'hésiterait pas, le capitalisme étant détruit à ce prix.

Mais il faudrait savoir, d'abord, si le prolétariat accepte sa « libération » par son anéantissement. Et nous savons que non. Ensuite, si le sort des survivants serait plus enviable que celui des peuples même exploités par le capitalisme. Ce qui est plus que douteux.

Krouchtev semble aussi l'avoir compris, du moins en partie. Comme révolutionnaire au sens habituel du mot, ce n'est pas lui qui a raison, mais Mao. Le tout est de comprendre que la révolution ne se pose plus dans les termes d'il y a vingt ou cinquante ans. Et que sacrifier l'humain sur son autel relève d'une obsession monstrueuse et démente.

SUR L'EUROPE UNIE

La dernière Conférence de l'Agriculture du Marché commun a été un échec malgré les accords sur le lait, dont le prix ne sera unifié qu'en... 1970, si toutefois de nouvelles divergences n'apparaissent pas d'ici là. Cet échec est dû, on le sait, au refus de l'Allemagne d'aligner le prix des céréales sur celui des autres prix européens.

Cela ne nous surprend pas. La disparité des prix de revient, nous l'avons maintes fois répété dans cette revue, a des causes multiples qu'on n'efface pas d'un coup d'éponge, ou avec des résolutions d'assemblées, ces dernières fussent-elles composées uniquement d'hommes de bonne volonté. La surface cultivable et la qualité des terres, les conditions climatiques, le coût de la main-d'œuvre, le niveau de vie des agriculteurs, l'outillage disponible et son prix commercial, les possibilités plus ou moins grandes d'emploi des engrais chimiques, le coût des moyens de transport et nombre d'autres facteurs varient d'un pays ou d'une région agricole à l'autre, et continueront de varier. Pour unifier les prix il faudrait faire table rase de ces réalités qu'aucun économiste digne de ce nom ne méconnaît. La même race de vaches qui fournit une moyenne de 4.200 litres de lait par an dans tel pays en fournira 3.000 ou moins dans tel autre.

D'autre part, la non acceptation de l'Espagne dans le Marché commun, non acceptation dont les causes sont surtout politiques, et parfaitement fondées, car il faut combattre le régime franquiste par tous les moyens, a cependant donné au représentant italien l'occasion de s'exprimer franchement : ce n'est pas tellement par antifranquisme que l'Italie s'y est opposée, mais parce que l'Espagne serait un concurrent de poids : elle vend les mêmes produits agricoles, particulièrement des agrumes, ce qui diminuerait les exportations italiennes... Autre problème : la Vie française du 27 mars publiait un article dont l'auteur affirmait, avec raison, que la hausse du prix du blé entraînerait, en Italie, la hausse des céréales secondaires, qui se répercuterait sur bon nombre de produits alimentaires.

Enfin, le gouvernement français refuse d'augmenter le prix du lait, ce qui entraînerait aussi l'augmentation d'autres articles dérivés (beurre et fromage surtout), et quand le mécanisme se met en branle, on ne sait où il s'arrêtera.

Ces quelques exemples — on pourrait en citer beaucoup d'autres — montrent comment, en société capitaliste, certaines réformes qui en principe sont hautement souhaitables deviennent irréalisables.

Mais ils montrent aussi qu'il ne suffit pas de poser le problème européen sous le seul angle économique. On a trop négligé, on néglige trop encore le problème moral, la conquête des consciences, la formation d'une mentalité européenne. Il faut gagner d'abord les masses à l'idée européenne. Ce n'est qu'à cette condition que ce qui est faisable sera fait. L'Europe unie, c'est d'abord une idée de progrès humain, qui implique la solidarité égalitaire entre les peuples, l'élimination du système économique en vigueur, la diminution du standard de vie pour certains, si nécessaire. Mais pour que cela soit possible, il faut cesser de faire miroiter uniquement les gains matériels qu'on en pourra obtenir et placer au premier plan la réconciliation des hommes et leur volonté d'en finir avec le patriotisme et les nationalismes qui les ont, si longtemps, opposés les uns aux autres.

Que font à ce sujet les grandes organisations syndicales ? Que font les organisations économiques, les institutions culturelles ? Tant que ne sera pas constitué un mouvement international de tous les hommes de bonne volonté, qui déferlera sur l'Europe comme une véritable lame de fond, nous ne pourrons rien attendre. Nous l'avons déjà dit, et nous le répétons, même s'il semble que nous clamions dans le désert.

Ce numéro est double, paraissant sur seize pages. Nous ferons tous nos efforts pour que, dorénavant, les **Cahiers de l'Humanisme libertaire** apparaissent régulièrement

L'HOMME ET LE SOCIAL

Max STEPHEN

Selon l'âge des hommes qui luttent pour le progrès de la société et de l'espèce, certains problèmes se posent différemment, et il arrive que des membres d'un même mouvement social, d'une même école, adoptent une attitude différente ou formulent des conclusions divergentes sur des sujets que leur commune pensée fondamentale devrait leur faire envisager d'une façon concordante. C'est ce qui se produit lorsqu'on pose le problème des responsabilités de la société et des individus en ce qui concerne les maux que nous combattons.

Toutes les écoles socialistes, quelles que soient leurs définitions secondaires — autoritaires ou libertaires, étatistes ou antiétatistes, marxistes, anarchistes et même humanistes — accusent la société de l'ensemble des comportements antisociaux que nous constatons chez la plupart des hommes. Les individus sont indifférents à notre combat pour le bien, ou pour le mieux ; ils sont surtout préoccupés de jouir de la vie, même aux dépens des autres ; ils n'hésitent pas à faire le mal si cela peut leur procurer un avantage ; ils exploitent leur semblable sans que cela leur cause des remords de conscience ; ils dépensent en plaisirs superflus, en alcool, aux courses ou autres jeux mille fois plus que pour s'instruire (52 pour cent des Français ne lisent pas de livres, et pourtant les livres sont à leur portée) ; ils sont indifférents à la lutte menée contre l'injustice ou ils n'y apportent pas leur effort, même s'ils l'approuvent en principe ; la misère de certaines parties de la population de la nation qu'ils habitent ou de celle d'autres régions du globe ne leur cause aucun souci... Si tous ces défauts, et combien d'autres, ne sont pas réunis chez chacun, ils s'y trouvent en général, sans être compensés par des qualités équivalentes. Tout cela rend le progrès social désespérément lent et explique que la plupart des lutteurs soient morts sans regret, sinon désespérés.

Lorsque nous constatons ces faits, on nous répond fréquemment que cette attitude est le fruit de la société qui engendre l'injustice, l'inégalité, l'immoralité des pratiques constantes, et qu'il faut changer cette société pour que ce qu'il y a de pire chez les hommes ne soit pas sollicité, provoqué, souvent hypertrofié.

Nous avons dit ces mêmes choses il y a bien longtemps. Pour nous, tout le mal dont nous souffrions, même en notre personne de la part d'individus qui nous entouraient, provenait des défauts du monde où nous vivions, et n'aurait pas existé si la lutte pour la vie, le spectacle de la richesse et de la pauvreté, l'éducation antisociale ou guerrière, le dressage mental et psychologique pour des buts généralement méprisables n'avaient existé. Il est évident que ce point de vue contenait des vérités fondamentales souvent indiscutables. Aussi, avons-nous proclamé ce que nous ne proclamons plus depuis bien des années, mais qu'affirment à leur tour ceux qui, sur ce terrain, ont pris la relève : « Changez le milieu humain et vous changerez les hommes. »

Nous sommes beaucoup moins sûrs maintenant de l'exactitude de cette affirmation. Simplement parce que le milieu humain est composé par des hommes, et si ces hommes ne changent pas d'abord, du moins dans une proportion suffisante, on ne voit pas comment le milieu changera. De la même manière que si une matière quelconque est composée de molécules déterminées, constituées de tels ou tels éléments chimiques, on ne voit pas comment il serait possible d'obtenir une transmutation qui changerait la matière totale sans changer la composition chimique des molécules.

Aussi ceux qui nous disent qu'il faut transformer les individus pour transformer la société expriment-ils une vérité beaucoup moins discutable que ceux qui en sont encore à la proposition inverse.

Il y a longtemps que La Boétie écrivit son pamplet sur la « servitude volontaire », et l'on pouvait déjà lui répliquer que, contrairement à ce qu'il affirmait, la masse des paysans, l'ensemble des serfs ne désiraient nullement la servitude sous laquelle ils gémissaient, mais qu'ils la supportaient par force. Cela était vrai. Mais il était vrai aussi que cette masse aurait pu, si elle en avait eu l'idée et la volonté, en finir avec la misère et l'oppression qu'elle subissait. Mirabeau disait plus tard que le peuple n'aurait qu'à se croiser les bras pour être formidable, et généralement ceux qui ont appelé les hommes et les peuples à l'action n'ont pas justifié leur inertie en disant qu'elle était le fruit de la société dans laquelle ils vivaient : ils ont poussé ces hommes et ces peuples à aller au-delà de cette société, à la dépasser, et l'attitude qu'ils préchaient impliquait une prise de conscience et une énergie individuelle qui ne s'assortissait nullement à la justification des comportements de *statu quo*.

Tel est le grand problème qui se pose au lutteur. De lui-même il a été, il va au-delà de la société qu'il combat, de ses tares matérielles, intellectuelles et morales. Il se dresse, il souffre, il s'élève intellectuellement et moralement, il endure des persécutions : sans cela il n'y aurait pas de minorités pour ouvrir des chemins ou montrer des horizons nouveaux. Et sans de larges minorités composées d'hommes et de femmes de cette trempe, la société irrationnelle et corrompue dans laquelle nous vivons ne sera jamais changée.

Ce genre de raisonnements, qui explique avec une excessive bienveillance les comportements individuels de stagnation ou de carence morale, a joué et joue de façon négative dans les mouvements révolutionnaires, en justifiant théoriquement, de façon directe ou indirecte, les comportements opposés aux qualités individuelles nécessaires pour réaliser l'œuvre historique à laquelle on prétend atteindre. Ce n'est donc pas par purisme ou par intolérance que ceux qui voient ainsi les choses ne sont pas « compréhensifs ». C'est parce qu'ils savent bien que sans un certain sens du devoir, sans une obligation morale que l'individu doit s'imposer à lui-même, les tâches essentielles ne s'accomplissent pas, ne s'accompliront jamais.

Notre morale et notre comportement ne consistent donc pas à excuser nos propres défauts et ceux des autres au nom du déterminisme social, car la nature même nous a fait imparfaits, mais nous a donné les possibilités de nous perfectionner. « L'homme, a écrit Elisée Reclus, c'est la nature prenant conscience d'elle-même. » Et parce qu'elle en prend conscience, elle doit savoir se corriger, s'améliorer, se perfectionner, se parfaire et s'épurer. Celui qui n'agit pas ainsi est plus près de l'animalité que de l'humanité. C'est pourquoi, lorsque, par exemple, nous posons le problème de la haine entre les peuples, nous n'absolvons pas totalement ces derniers de leurs comportements hostiles, car nous savons, et quiconque a étudié la vie naturelle des populations sait qu'avec ou sans gouvernements, avec ou sans Etat, avec ou sans éducation militariste, la plupart des populations et des tribus primitives se sont haïes et combattues, et que cette mentalité doit être réfrénée et contrecarrée autant et plus que l'éducation patriotique et nationaliste. C'est trop simplifier les problèmes, trop les rapetisser par rapport à leurs dimensions réelles, qu'accuser uniquement nos adversaires humains.

Si dans la société certains hommes se conduisent d'une façon que nous considérons nuisible pour l'ensemble, ce n'est pas parce que ces hommes sont d'une étoffe différente de celle des autres. Ceux qui subissent les maux engendrés par ceux qui les gouvernent ou les exploitent feraient exactement comme leurs gouvernants et leurs exploiteurs s'il en avaient la possibilité ou la capacité. Ceci dans l'immense majorité des cas.

Il ne suffit donc pas d'attaquer « la société », qui en fin de comptes, à notre époque, ne reflète que l'état mental et la psychologie ou les appétits de ceux qui la composent. En raisonnant ainsi, on s'enferme dans une impasse : la société est ce que les individus la font, les individus sont ce que les font la société. La deuxième thèse, qui était celle des démocrates pleins de bonnes intentions du dix-neuvième siècle, a montré n'être pas tout à fait valable. Et pour sortir de cette impasse, il faut pousser les individus, les minorités que nous devons nous efforcer de grossir, à l'action, à l'activité, aux comportements nécessaires. Ce n'est que par la volonté de lutte, par notre esprit combattant, par l'acquisition d'une culture adéquate que nous briserons le cercle dans lequel nous sommes enfermés.

En ce sens, chacun doit agir le plus possible en conformité avec les idées dont il se réclame et pousser les autres à agir. Ceux qui, au long de l'histoire, ont été des agents du progrès humain ne différenciaient pas la pensée de l'action, sans quoi nous ne serions guère sortis du Moyen Age. Et nous risquons peut-être d'être enfermés, à l'avenir, dans une nouvelle espèce de Moyen Age que pourrait nous réserver le règne de la technocratie si nous ne faisons pas tous les efforts nécessaires, si nous ne mobilisons pas toutes les volontés mobilisables pour opposer à la menace de nouvelles scléroses sociales l'esprit et l'action de l'humanisme libertaire.

UGO TRENI n'est plus

Une bien triste nouvelle : Ugo Fedeli, notre camarade italien, qui signait le plus souvent ses articles publiés dans la presse libertaire internationale, ses livres et ses brochures du pseudonyme d'Ugo Treni vient de mourir. Encore un de la vieille garde, un travailleur, un bûcheur qui a rejoint les autres.

Je l'avais connu en 1921, lors de mon séjour en Russie, où nous étions allés, moi délégué de la C.N.T. espagnole, au Congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge, lui à titre individuel, tous deux dans l'espoir qu'une collaboration honnête avec les bolcheviques serait possible, tous deux rapidement déçus devant l'abominable extermination des révolutionnaires non léninistes, devant l'innombrable malhonnêteté et le caractère totalitaire du régime que les nouveaux maîtres de la Russie étaient en train d'implanter.

Puis Treni (qui rappelait ces faits dans un commentaire qu'il écrivit pour mon livre sur la révolution espagnole publié en langue italienne) rentra en Italie. Je retournai en Espagne. Et tous deux, nous nous suivions à travers nos écrits publiés dans la presse libertaire de différents pays. Il passa en France après le triomphe définitif de Mussolini et continua de mener le combat pour une société plus juste. Je partis en Argentine, où je continuai la lutte. Et en 1931, si je ne me trompe, nous nous retrouvions tous deux à Montevideo, capitale de l'Uruguay, où j'avait été prendre part à un congrès sudaméricain de l'enseignement. Treni-Fedeli ayant été expulsé de France, etaït passé en Belgique, d'où il avait dû partir aussi comme j'étais parti d'Espagne. Et nous nous recontrions à nouveau, poursuivant le même combat.

Car Treni était de ceux qui ne s'interrompaient jamais. Et Clelia, sa bonne et courageuse compagne, était à ses côtés, acceptant toujours les avatars d'une existence toute d'efforts.

Lui s'était surtout spécialisé dans l'histoire des luttes sociales. Après la disparition de Max Nettlau et de Rudolf Rocker, son érudition n'avait pas d'égale. Tout en travaillant pour gagner sa vie, avec une opiniâtreté admirable il accumulait livres, brochures, journaux, revues, tracts, manifestes en langue italienne, française, allemande, anglaise, espagnole. Il était parvenu ainsi à constituer chez lui des archives qui sont certainement un trésor.

Il exerçait, dans le mouvement libertaire, une influence bienfaisante par la bonté de sa nature, son caractère conciliant qui le faisait être, quand il y assistait, le président inévitable des congrès internationaux.

Puis, vers 1932, le dictateur Terra prit le pouvoir en Uruguay. Historiquement, cette petite nation était la terre d'asile pour tous les réfugiés politiques depuis que le grand démocrate qui s'est appelé Battle y Ordonez y avait fait triompher un esprit de civisme et de liberté inconnu dans les autres pays d'Amérique hispano-indienne. Ce fut une parenthèse qui du reste dura peu. Mais dans cette intervalle, un certain nombre de réfugiés furent expulsés, et plusieurs de nos camarades italiens livrés aux autorités mussoliniennes. Ainsi Treni fut transporté dans son pays avec sa compagne, alors enceinte. Malgré tout le mal qu'on peut en dire, le régime fasciste italien fut loin d'être aussi monstrueux que le régime hitlérien ou bolchevico-stalinien. Dans ceux-ci, Treni aurait été fusillé en vertu de la campagne qu'il avait menée à l'étranger. On ne le fusilla pas, mais on lui demanda de reconnaître le régime en saluant à la fasciste et en répétant le cri de guerre des mussoliniens : *eja, eja alala !* Il s'y refusa, et comparut alors devant un tribunal qui le condamna à cinq ans de camp de concentration, pendant lesquels sa compagne accoucha d'un enfant qui mourut sans que Treni l'ait connu. Puis, les cinq années étant passées, on lui demanda à nouveau de faire le salut fasciste et de prononcer la formule qui eût été non de ralliement, mais de soumission. Il refusa à nouveau, et à nouveau fut condamné à cinq ans de camp de concentration. Quand il y était depuis dix ans, le même fait se produisit : nouveau refus, nouvelle condamnation à cinq ans. Heureusement, deux ans plus tard, les troupes anglo-franco-américaines, qui remontaient la péninsule, arrivèrent près du camp. A ce moment, la Gestapo, qui avait pris en main la police politique italienne, voulut l'assassiner avant de se retirer. Heureusement Treni fut prévenu à temps et put s'échapper, avec un prêtre, enfermé comme lui, et qui l'estimait tellement qu'il le proposa comme responsable de l'organisation des prisonniers maintenant libérés dans la période intérimaire qui précéda à la réorganisation de la vie civile.

Treni, que je vis plusieurs fois à Paris depuis, qui descendit chez moi [et qui m'écrivait récemment son intention de venir au printemps à Paris] (1), racontait ces faits en toute simplicité. Il n'en tirait pas gloire, il ne s'en vantait pas, il n'en faisait pas un piédestal pour se hisser dans la considération d'autrui.

Depuis une quinzaine d'années, il travaillait au nord de l'Italie, à Ivréa, dans la fabrique de machines à écrire Olivetti. Nous avons eu l'occasion de parler de l'essai social et sociologique que son propriétaire avait réalisé, et qui s'est poursuivi après la mort de ce dernier dont, à l'époque, nous avions fait part dans cette même revue. Treni était chargé de la partie culturelle. A la fois bibliothécaire et professeur de sociologie, il donnait des cours d'histoire sociale, souvent publiés par la maison même. Il était chargé de la formation intellectuelle et sociale des travailleurs, et si estimé que quand, il y a une dizaine d'années, il eut une première crise cardiaque, sans doute conséquence de sa vie de lutteur, la maison Olivetti non seulement le fit soigner avec le maximum de possibilités, mais lui donna des moyens de convalescence absolument exceptionnels.

Et puis, brusquement, le 10 mars, il a été emporté par un infactus du myocarde. Encore un ami, un frère, à qui m'unissaient une estime réciproque, une vie de combats et d'efforts, qui est parti. J'embrasse sa compagne, Clelia. Et je continue la lutte.

---

(1) Il me disait encore : « Je reçois toujours les *Cahiers*, que je trouve très intéressants et pleins d'idées originales qui s'efforcent de renouveler les vieilles positions du mouvement libertaire. C'est une des publications que je lis toujours avec le plus grand intérêt. »

A NOS ABONNÉS :

Nous envoyons à chacun de voux deux exemplaires des **Cahiers de l'Humanisme Libertaire.** L'un correspondant à votre abonnement, l'autre comme exemplaire destiné à la prospection de nouveaux abonnés.

Nous vous demandons de donner cet exemplaire à l'un de vos amis ou camarades, afin de l'intéresser à la lecture de notre revue et, si possible, de nous envoyer son adresse, ou peut-être d'en faire un abonné nouveau.

Cela représente pour nous un gros effort. Nous pensons que l'augmentation de notre tirage peut être le moyen qui nous permettra de mieux assurer la vie de cette publication ; c'est pourquoi nous prenons un risque qui est pour nous des plus importants.

Aussi espérons-nous que cette tentative trouvera de votre part l'écho et l'appui qu'elle mérite. Il est indispensable que vous aidiez à la divulgation de l'école sociologique que nous représentons, et qui répond à une nécessité profonde du présent et de l'avenir.

LE GROUPE HUMANISTE LIBERTAIRE

« Et il disait qu'à son avis quiconque pourrait faire pousser deux épis de blé ou deux brins d'herbe sur un coin de la terre où n'en poussait qu'un seul auparavant, servirait mieux l'humanité et rendrait un service plus essentiel à son pays que la race entière des politiciens réunis. »

Jonathan SWIFT (1667-1745)

LA GRÈVE DES MÉDECINS BELGES

Un INSTITUTEUR

Spontanément, notre cœur et notre conscience disent : « Non ! » On a beau invoquer le droit de grève, cela ne nous convainc pas. Il est des professions, des métiers qui ne peuvent être seulement considérés du point de vue des intérêts matériels de ceux qui les exercent, surtout quand ceux-ci sont privilégiés. Parce qu'ils relèvent aussi de l'apostolat ou, du moins, des sentiments humains sans lesquels les hommes perdent le droit de s'appeler des hommes.

Qu'est-il arrivé en Belgique ? Le parlement a décidé de fixer les honoraires médicaux, et les professionnels de la médecine ont refusé d'accepter les tarifs-limites votés. Nous avons assisté, et nous assistons aussi, en France, à une lutte de ce genre. De nombreux médecins refusent de se laisser « conventionner », pour employer la terminologie adoptée. Les prétextes donnés à leur refus seraient sympathiques s'ils étaient sincères. « Nous ne voulons pas nous laisser étatiser, nous refusons de nous laisser enrégimenter... » On croirait presque avoir affaire à des libertaires. Mais pour ne pas toucher le barème fixé, ces messieurs, au nom de l'antiétatisme et du refus de l'enrégimentation, vous prenaient — et vous prennent — 3.000 ou 4.000 ou 5.000 francs pour une consultation. Cela représente une journée ou une journée et demie de travail. Eux, ils le gagnent en un quart d'heure, une demi-heure au plus. Et ils vous exploitent au nom de la liberté individuelle, des principes sacrés de la personnalité humaine. Mais si on les laissait faire, il vous faudrait vendre vos meubles pour vous guérir d'une maladie... quand ils vous en guérissent.

Or, ces messieurs défenseurs de la liberté, quand on veut rogner sur leurs gains, qui sont si souvent dix ou vingt fois ceux d'un travailleur d'usine, et davantage s'il s'agit d'un salarié des champs, s'occupent très peu de cette même liberté quand ce sont les travailleurs qui revendiquent un niveau d'existence, une possibilité de nourriture et de logement, dont eux, les médecins, devraient s'occuper au nom du serment d'Hippocrate ou de la santé publique.

Aussi, en Belgique, les salariés de base ont-ils manifesté contre l'abandon des malades, avec tout ce que cela représente d'inquiétude, de danger, d'aggravation et de cas mortels.

Mais quand donc le plus grand nombre des médecins ont-ils été guidés par autre chose que par la volonté d'enrichissement rapide ? Il y en a bien qui exercent leur profession comme un sacerdoce, au sens élevé de ce mot ; il y a « médecins des pauvres », qui nuit et jour sont à la disposition de leurs clients, qui soignent pour rien ceux qui ne peuvent pas payer, et leur donnent même des médicaments, des moyens de guérison. On en cite, et nous pensons à eux avec respect, avec gratitude, avec admiration. Mais justement on les cite parce que ce sont des cas exceptionnels.

On nous dira que l'appât du gain est propre de toutes les professions. C'est vrai. Mais quand il s'agit de la santé, de la vie d'hommes, de femmes et d'enfants, la question revêt un caractère moral qui devrait être placé au premier plan.

* * *

Un autre problème se pose, qui va beaucoup plus loin : c'est celui de l'opposition entre les intérêts corporatifs et ceux de la société. La corporation des médecins veut imposer sa loi à tous les membres de la collectivité et à l'Etat et au gouvernement, qui, dans le système actuel d'organisation sociale, sont censés la représenter et la gérer. Mais le respect du droit de la corporation contre l'ensemble social mène très loin : il conduit au respect du droit des corporations à s'imposer à toute la société. *Si de telles pratiques s'étendent, cela mène à une situation de déliquescence dont on trouve déjà bien des exemples dans les périodes de décadence des civilisations disparues. Si un esprit de sociabilité ne domine pas les exigences corporatives, si un sentiment de solidarité humaine et humaniste ne s'impose pas aux organisations fragmentaires pour empêcher tant le heurt des formations professionnelles et de métier contre la société qu'entre ces formations mêmes, cela ne peut que semer des ferments de dissolution générale.*

Ou bien cela peut mener à la prédominance des corporations favorisées et à la cristallisation des égoïsmes corporatifs. Elisée Reclus montrait, dans la Géographie universelle, *que le système des castes en Inde a eu pour cause principale la prédominance des corporations en lutte, dont chacune était replié sur soi-même, et s'est retranchée dans son égoïsme et son isolement asocial. Celui qui étudie l'histoire des corporations dans les communes du Moyen Age doit, s'il est objectif, reconnaître qu'à côté d'éléments positifs indiscutables sur la qualité du travail, le sens moral, l'utilité matérielle de leur existence, les corporations d'Occident ont aussi donné, pendant des siècles, le spectacle de leurs rivalités souvent sanglantes dans la lutte pour des avantages matériels supérieurs, pour la préséance sociale et politique.*

L'attitude des médecins belges donne lieu à ces réflexions pour ceux qui voient les problèmes d'aujourd'hui et de demain. Et celle de leurs confrères français, qui les appuient, nous y fait penser davantage encore. Ce sont là des questions sur lesquelles il convient de garder les yeux ouverts.

Le Groupe Humaniste libertaire a décidé de publier en un opuscule qui comptera de 90 à 100 pages les études de Jacques Bouyé, **l'Homme dans l'industrie, Une Expérience passionnante,** de Laureano Riera, et **la Collectivité agraire de Bénéfar,** de Gaston Leval.

Que ceux qui peuvent nous aider pour ce travail éditorial le fassent sans tarder. Nous les en remercions d'avance.

LA GRÈVE DE SAINT NAZAIRE

Une lettre de HYACINTHE DUBREUIL

Tout à fait d'accord avec les commentaires que vous avez publiés sur la grève de Saint-Nazaire. Pour ma part, la première réflexion que j'y fais est la visible médiocrité des chefs des syndicats, qui ne s'élèvent jamais au-dessus du terre à terre le plus vulgaire. A ce propos, je rappellerai un souvenir personnel de faits qui ont été révélateurs de la psychologie de la moyenne des militants ouvriers. Vers 1928-30, la C.G.T. faisait campagne pour la création des assurances sociales, en oubliant tout ce qu'elle aurait dû faire pour que la solidarité sociale soit organisée par les ouvriers eux-mêmes, au lieu de prêter à une nouvelle institution d'Etat.

Quand cette création fut décidée, amenant l'installation d'une nouvelle administration, une foule de militants se précipitèrent aussitôt pour occuper les « places », causant ainsi pour les syndicats la perte de nombreux militants.

Cette tentation de la vie assurée des fonctionnaires est, selon moi, une des explications des événements de Saint-Nazaire. Il y a pour les ouvriers le spectacle de la situation du personnel de tous les services d'Etat, avec sa sécurité absolue de l'emploi, la garantie contre le chômage et la fameuse « retraite » à un âge où chaque retraité escompte qu'il sera encore assez valide pour occuper un autre emploi, c'est-à-dire ajouter un salaire à sa retraite. Il y a beaucoup d'hypocrisie dans l'opposition des fonctionnaires contre toute idée de reculer l'âge de la retraite.

En face de cette situation, il y a celle des ouvriers industriels, qui sont naturellement tentés par la situation des fonctionnaires, et voudraient que leur travail soit assuré dans les mêmes conditions. Mais... il y a un grand mais. L'industrie est basée sur l'irrégularité des besoins et des commandes, et contre cela on ne peut rien, rien d'autre que les palliatifs insuffisants que vous connaissez. A noter en passant que, par le jeu des impôts, ce sont ceux qui vivent dans l'insécurité qui assurent la sécurité des autres...

Pour considérer les choses de haut, il faut comprendre qu'il n'existe pas de moyen d'assurer la sécurité de l'homme sur la terre. Devant la terre, l'humanité est forcément dans une position de défense. L'homme ne peut assurer sa vie que par le travail, la lutte incessante contre tout l'imprévu des événements naturels. Les bonnes récoltes dépendent du temps, dont le gouvernement nous échappe. Quant à l'industrie, elle est constamment bouleversée par les inventions nouvelles, qui déplacent les besoins de main-d'œuvre.

En conclusion, il nous faudrait une éducation qui prépare les hommes à accepter les aléas de l'existence et une organisation par laquelle chacun reçoive sa part de risque et de chance, sans zone privilégiée. Le seul idéal rationnel est celui de l'homme libre sur la terre libre, faisant courageusement face à la grande aventure de la vie, sans tolérer les « embusqués » et sans escompter l'impossibilité d'une vie réglée comme du papier à musique.

Il y aurait beaucoup de développements à faire dans cet ordre d'idées, au lieu de rester à la surface des choses comme on le fait à Saint-Nazaire.

Bien cordialement,

LE MARXISME ET SES ERREURS

Philippe VERNE

I I

II. — LE CAPITAL

« Le capital, écrit Marx, n'est pas seulement, comme le dit Adam Smith, le pouvoir de disposer du travail d'autrui, mais il est essentiellement le pouvoir de disposer du **travail non payé.** Toute plus-value, quelle qu'en soit la forme particulière, profit, intérêt, rente, etc., est en substance la matérialisation d'un travail non payé. Tout le secret de la faculté du capital de faire des petits est dans ce simple fait qu'il dispose d'une certaine quantité de travail d'autrui qu'il ne paie pas. »

En régime capitaliste, le capital ne peut rien par lui-même. Que valent des billets de banque ou de l'or enfermés dans un coffre ? Que vaut l'outillage le plus perfectionné s'il ne tourne pas ? Au XX^e^ siècle, on peut opposer le cas de l'usine automatique, mais c'est oublier que celle-ci n'a été possible que grâce à l'activité précédente de nombreux travailleurs.

D'autre part, dans le même système économique, le travail lui-même ne peut rien sans le capital, sans les instruments de travail appartenant à celui-ci. Etudiant la combinaison du capital et du travail, Marx distingua deux sortes de capitaux :

le **capital constant,** qui représente la partie du capital qui se transforme en moyens de production (instruments de travail, matières premières et matières auxiliaires) ;

le **capital variable,** qui est la partie du capital transformé en force de travail et qui change de valeur dans la production par le fait même de celle-ci. Le capital variable représente l'ensemble des salaires distribués au cours de la production ; il produit d'abord sa propre valeur, puis un excédent : la plus-value.

Le capitalisme prétend parfois faire des avances aux travailleurs en versant les salaires avant de vendre la production, ce qui justifierait la part qu'il prélève, c'est-à-dire la plus-value, le profit.

Certains auteurs admettent que le capital constant (instruments de travail) est avancé aux travailleurs. Mais si l'on considère que ce capital constant provient de plus-values antérieures, le capitalisme ne fait qu'avancer des biens qu'il s'est abusivement appropriés au détriment de la classe ouvrière.

En ce qui concerne le capital variable, le salaire ne constitue nullement une avance faite au travailleur, puisque celui-ci doit toujours fournir sont travail avant d'être rémunéré. C'est au contraire le travailleur qui avance sa force de travail. En réalité, c'est au client, au consommateur que le capitaliste avance le prix de la production, qu'il ne récupérera avec la plus-value qu'au moment de la vente.

III. — LA PLUS-VALUE

Dans son **Précis d'économie politique,** Louis Baudin rappelle que « la valeur des marchandises quelconques est déterminée par la quantité de travail de qualité moyenne nécessaire pour les produire. La valeur de la marchandise spéciale qui est la forme de travail d'un ouvrier est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour produire les aliments et les autres choses strictement nécessaires pour permettre à l'ouvrier de vivre et d'élever sa famille ».

« Si les choses strictement nécessaires à l'entretien d'un ouvrier pendant un jour exigent six heures de travail, c'est un salaire correspondant à six heures de travail que le patron paiera à l'ouvrier pour avoir le droit d'employer sa force de travail pendant un jour. Mais il le fera travailler pendant plus de six heures, par exemple, pendant huit heures, et il vendra les marchandises produites par l'ouvrier à un prix correspondant à huit heures de travail. L'ouvrier aura donc fourni deux heures de travail non payé qui rapporteront un produit net au patron, **une plus-value** qu'il s'appropriera.

« La conséquence, c'est que le prolétariat ouvrier touche une somme de salaires inférieure à la valeur des marchandises produites ; il manque donc des ressources suffisantes pour les acheter et, comme il forme la majorité des consommateurs, des crises de surproduction éclatent. »

Pour beaucoup, la plus-value c'est le bénéfice, le profit du patron ou du capitaliste. C'est dans son livre III du **Capital** que Marx a étudié les subdivisions de la plus-value : bénéfice industriel, commercial et bancaire, intérêt et rente foncière. Disons de plus que ce serait une erreur de considérer comme plus-value la différence entre le total des salaires distribués dans une entreprise et le prix de vente de la production, car aux salaires il faut ajouter les dépenses suivantes : matières premières, énergie, amortissement du matériel, impôts et charges sociales, etc.

Analysant la plus-value, Marx écrit dans **le Capital :**

« La source de la plus-value est la force de travail. La force de travail a donc la juste valeur des moyens de subsistances nécessaires à celui qui la met en jeu, pour qu'il puisse recommencer le lendemain dans les mêmes conditions de vigueur et de santé... La somme des moyens de subsistance nécessaires à la production de la force de travail comprend les moyens de subsistance des remplaçants, c'est-à-dire des enfants des travailleurs.

» L'ouvrier, pendant une partie de la journée, ne produit que la valeur journalière de sa force de travail, c'est-à-dire la valeur des subsistances nécessaires à son entretien... La partie de la journée de travail qui dépasse les bornes du travail nécessaire ne forme aucune valeur pour l'ouvrier, elle forme la plus-value pour le capitaliste ; nous nommons cette partie de la journée temps extra, et le travail dépensé en elle, surtravail.

» L'aspirant capitaliste veut non seulement vivre du travail d'autrui, mais encore s'enrichir par ce travail ; il faut donc qu'il puisse avoir un nombre d'ouvriers tel que leur temps de surtravail fournisse à la fois à son entretien et à son enrichissement. »

Marx fait une distinction entre la plus-value relative et la plus-value absolue :

« La **plus-value relative,** c'est celle qui provient de la diminution du temps de travail nécessaire à l'achat des subsistances du salarié et de sa famille, et du changement qui en est la conséquence, dans la longueur relative des deux parties, travail nécessaire et surtravail, dont se compose la journée.

» Pour qu'elle fasse baisser la valeur de la force de travail, l'augmentation de la productivité doit avoir lieu dans les branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier ou les moyens de production de ces marchandises.

» La valeur des marchandises, et de la force de travail par conséquent, puisque sa valeur est déterminée par la valeur des marchandises, diminue lorsque augmente la productivité du travail dont elles proviennent. Par contre, l'augmentation de la productivité du travail augmentant le temps consacré à la fabrication de la plus-value, la plus-value relative augmente quand la productivité du travail augmente.

» Par une augmentation de productivité, l'ouvrier arrive à produire en une heure dix fois plus qu'avant ; cela n'empêche pas que l'on continuera à le faire travailler au moins autant qu'avant.

» L'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises et, par conséquent, à raccourcir la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. »

« La **plus-value absolue,** c'est celle produite par la simple prolongation de la journée de travail au-delà du temps nécessaire à l'ouvrier pour former un équivalent de son entretien, et l'attribution de ce surtravail au capitaliste.

Ainsi la production de la plus-value ne touche que la durée du travail, la production de la plus-value relative en transforme entièrement les procédés techniques et les combinaisons sociales.

En résumé, pour augmenter la plus-value, le capital dispose de deux moyens : 1° allongement de la journée de travail ; 2° diminution du salaire (ou blocage de celui-ci en période de hausse du coût de la vie, ce qui revient au même résultat).

Il peut également embaucher des femmes et des adolescents dont la puissance de travail sera achetée meilleur marché que celle des hommes.

Enfin, au lieu de donner de l'argent aux travailleurs, le patron peut les payer en nature en leur fournissant aliments, vêtements, logement, etc. L'ouvrier recevra ainsi l'équivalent de ce qu'il aurait pu acheter avec son salaire, mais le patron y gagnera le bénéfice qu'auraient prélevé les commerçants auxquels l'ouvrier aurait été obligé de s'adresser, et la feuille de paie en sera indirectement diminuée. C'est à ce résultat qu'aboutissent la construction de maisons ouvrières, la création de dispensaires, d'économats et autres œuvres patronales, inspirées d'un louable souci de solidarité, mais dont la dépense se traduit en comptabilité par une économie.

CRITIQUES DE LA THEORIE DE LA PLUS-VALUE

Une analyse superficielle de la théorie de la plus-value conduirait et conduit certains révolutionnaires à croire à cette idée, sommaire mais fausse, qu'en s'emparant de l'entreprise où ils travaillent, les ouvriers récupéreraient du même coup l'intégralité de la plus-value.

Or, la plus-value capitaliste comprend des dépenses qui ne disparaîtraient nullement en

économie socialiste. Comme nous l'avons déjà dit, la différence entre le total des salaires distribués et le prix de vente à la production comprend en effet : prix des matières premières, dépenses d'énergie, amortissement du matériel et modernisation de celui-ci, impôt et charges sociales, publicité, frais de représentation, rémunération de l'employeur, intérêts des emprunts contractés le cas échéant, malfaçons et pertes, dépréciation des stocks, capitaux nécessaires à la production suivante, etc.

En économie socialiste (1), la rémunération de l'employeur sera remplacée par celle du directeur. Sans doute des dépenses pourront être réduites, le profit capitaliste pur sera supprimé, mais la collectivité ou la nation sera obligée de prévoir les investissements futurs et la modernisation des moyens de production. Si l'économie n'est pas intelligemment orientée sous une forme coopérative, les économies réalisées risquent d'être absorbées par une organisation étatique et bureaucratique comme l'U.R.S.S. nous en fourni l'exemple.

Des fonctionnaires incompétents ou irresponsables prennent beaucoup moins à cœur la gestion d'une entreprise qu'un employeur privé qui doit assurer la rentabilité de celle-ci s'il ne veut pas aboutir à sa faillite personnelle.

Seul le socialisme libertaire peut permettre de surpasser le capitalisme dans ce domaine, mais à condition de procéder par étapes et d'observer une certaine discipline économique pour ne pas aboutir à une catastrophe. Il ne faut pas croire, en effet, que du jour au lendemain tous les salariés d'une entreprise auront le même standard de vie que leur employeur d'hier. Le laisser supposer, c'est faire preuve d'une démagogie criminelle.

Comme le rappelait le **Manifeste du socialisme libertaire**, la disparition de la plus-value capitaliste n'impliquerait pas la disparition des privilèges et les classes sociales peuvent être plus nombreuses dans un régime d'économie étatique.

D'autres illusions doivent être combattues. Dans son livre **Libération**, Jacques Duboin, promoteur de l'Economie distributive, ou socialisme de l'abondance, écrivait en 1936 : « Le patron est à la tête du stock de produits fabriqués qui est sa propriété ; que va-t-il en faire ? Il va chercher à les écouler dans le public, c'est-à-dire à les vendre pour les transformer en argent. Mais là encore, c'est la loi de l'échange qui va intervenir, car vendre c'est échanger un objet contre de l'argent. De sorte que la plus-value de Marx ne constitue un profit que si le produit est vendu au-dessus de son prix de revient. C'est là précisement que la plus-value va s'évanouir dès que baisse la capacité d'achat. La plus-value du patron n'est donc plus qu'un profit en puissance.

» Pourquoi la production crée-t-elle aujourd'hui moins de capacité d'achat qu'au temps ou vivait Marx ? En raison de l'emploi intensif des chevaux-vapeur. Le travail de ces derniers a permis d'actionner un outillage qui a créé des produits en regard desquels il n'est plus possible d'inscrire proportionnellement la même capacité d'achat d'autrefois. La production scientifique remet proportionnellement en circulation moins d'argent que la production du temps de Marx. De sorte qu'apparaissent les stocks invendus entraînant la disparition « rapide » de la plus-value. »

Plus loin Jacques Duboin poursuit : « Mais grâce à l'intervention du travail extra-humain, si la production augmente constamment, elle crée toujours moins de capacité d'achat, et c'est juste le contraire de ce qu'exige la plus-value pour se réaliser. Aujourd'hui la plus-value se transforme en « moins-value », la baisse des revenus supprime la rentabilité des entreprises. »

Ces considérations seraient vraies si nous vivions en économie libérale pure respectant le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande. Mais, comme nous le verrons plus tard, le capitalisme libéral s'est organisé, en maintenant l'offre au niveau de la demande solvable. C'est surtout dans le domaine agricole où les récoltes abondantes sont imprévisibles qu'on trouve la surproduction. Dans l'ensemble, le capitalisme libéral organisé sait très bien limiter la production.

Contrairement à ce qu'affirme Jacques Duboin, pour beaucoup d'entreprises la plus-value ne s'évanouit pas. Il suffit de consulter les statistiques publiés par les diverses sociétés capitalistes.

Dire que la production crée moins de capacité d'achat que du temps de Marx me paraît être une autre erreur, car la différence entre le total des salaires distribués dans une entreprise et le prix de vente à la production est ventilée à de nombreuses catégories de salariés, comme d'ailleurs la différence entre le prix de vente à la production et le prix de vente au détail. Le profit pur est lui-même utilisé soit à des améliorations au sein de l'entreprise, soit dans de nouvelles entreprises, ce qui procure du travail à des salariés et donc du pouvoir d'achat. Supposer que le capitaliste laisse son profit improductif ne résiste pas à l'examen.

De plus, si la production moderne ne créait pas suffisamment de pouvoir d'achat, d'où proviendrait celui de tous les intermédiaires, fonctionnaires et autres salariés qui s'intercalent entre le prix d'achat à la production d'une marchandise et son prix de vente au détail ?

Enfin, la disparition « rapide » de la plus-value aurait eu pour résultat la disparition « rapide » du capitalisme. Or, celui-ci se porte encore assez bien et ne paraît pas disposé à laisser la place au socialisme.

IV. — LE CAPITALISME ORGANISE

A l'examen des faits, on constate que le capitalisme organisé s'est substitué au capitalisme libéral, en ne suivant pas exactement les prévisions marxistes. Le passage du capitalisme libéral au capitalisme organisé s'est accompagne de l'établissement d'une hiérarchie de la propriété. Au sein des ententes, les grosses sociétés imposent leur volonté aux petites ; le droit de disposer librement de la propriété est limité pour tous.

Le patron propriétaire individuel (entrepreneur) ne se maintient plus que dans les secteurs secondaires de la vie économique. Dans les secteurs vitaux (notamment dans les industries-clés), il a cédé sa fonction de propriétaire à une masse de propriétaires anonymes : les actionnaires.

Dans les secteurs importants de la vie économique, on observe :

1° Que la concurrence a été remplacée ou doublée par une planification centrale du processus économique (ententes, cartels, etc.) ;

2° Que la propriété est d'ores et déjà collective, l'actionnariat s'étant substitué aux propriétaires individuels dirigeant eux-mêmes leurs entreprises ;

3° Que l'autorité appartient à des conseils d'administration soustraits au contrôle des propriétaires effectifs (les actionnaires) ;

4° Que la direction effective de l'activité économique est exercée, du bas en haut de l'échelle hiérarchique, par des cadres salariés.

Le capitalisme a réussi à durer en trahissant ses principes, en abandonnant ce qui était son essence même : le libéralisme économique. On se trouve maintenant en présence d'un capitalisme discipliné qui a éliminé la concurrence sur les plans nationaux et sur le plan international et s'est organisé pour ramener ou maintenir la production au niveau de la consommation solvable.

Le capitalisme trouva également dans le colonialisme intensif à la fois des sources de matières premières à des prix dérisoires et de larges débouchés pour ses capitaux et sa production. Il rattrapa ainsi en Afrique, en Asie, en Océanie les avantages qu'il concédait à ses prolétaires nationaux.

Sur le plan politique, le capitalisme sut faire preuve d'une grande habileté et tint le socialisme en échec, si l'on admet qu'au XX^e^ siècle la survivance du capitalisme équivaut bien à une défaite pour le socialisme.

Le capitalisme ne correspond pas à un modèle fixé une fois pour toutes. De nombreux facteurs l'ont amené à se transformer : la démocratie politique, l'action des diverses centrales syndicales, le développement du secteur nationalisé dans une économie demeurée capitaliste, l'instinct vital des entrepreneurs, l'adaptation de l'économie privée à la planification.

Enfin, la véritable force du capitalisme ne réside pas seulement dans les moyens de violence qu'il est capable de mettre en œuvre contre ses adversaires, car la masse de travailleurs révoltée serait capable de mettre en action une violence bien supérieure.

Sa force provient surtout du fait qu'il est dirigé par des hommes qui sont soit très instruits et cultivés, soit dénués de scrupules, soit des travailleurs infatigables, et mettent dans tous les cas au service de leurs entreprises beaucoup d'initiative, d'intelligence et d'organisation, poussées, il est vrai, par l'intérêt personnel et l'appât du profit.

V. — LA CONCENTRATION DES CAPITAUX

« Les prévisions marxistes s'appuient sur l'hypothèse de la concentration des fortunes, rappelait notre camarade Lyg dans une étude intitulée « Désillusions révolutionnaires », parue dans la revue **Défense de l'homme** de novembre 1950. Selon Marx, la concentration devait s'accélérer, les gros capitaux sortant vainqueurs de cette concurrence : la petite boutique disparaîtra devant le grand magasin ; le petit atelier artisanal sera ruiné par la grande usine ; la petite propriété, mal outillée, sera absorbée par le grand domaine. Au terme de cette évolution, l'économie tout entière sera monopolisée par quelques magnats, le reste de la population étant rejeté dans le prolétariat. Et la révolution ne sera qu'une formalité juridique dépossédant une petite minorité de privilégiés impuissants. »

« Prophéties hasardeuses, poursuivait Lyg, car la grande production n'est pas nécessairement liée à un haut degré d'accumulation du capital individuel. Elle peut fonctionner grâce à des associations de petits capitalistes. Marx ne l'ignorait pas, mais considérait comme secondaire le rôle des sociétés par actions limité, d'après lui, aux seules entreprises immenses d'intérêt public. Or, ces sociétés ont envahi, de proche en proche, tous les domaines de la vie économique. Les actions ont augmenté le nombre de propriétaires ; les titres de propriétés, au lieu de se rassembler, se sont dispersés. Il y a eu partout la concentration des moyens de production qu'exigeaient les progrès du machinisme avec la formation de cartels, de trusts, de konzern, mais sans concentration parallèle de la propriété. Les fonctions techniques et directoriales ont été dissociées du titre de propriété. Les

(1) *N. de la R.* — Nous pensons que l'auteur entend ici le socialisme d'Etat, ce qui concorde avec ce qu'il écrit plus loin.

actionnaires délèguent ces fonctions aux administrateurs qui, sans fortune personnelle, sont en mesure d'exercer un pouvoir formidable qui n'est pas la conséquence de l'accaparement capitaliste, mais le résultat d'une délégation des propriétaires.

« Les statistiques démontrent cette dispersion du capital dans une classe moyenne dont la composition change sans cesse, mais qui est loin de se prolétariser. Déjà de 1892 à 1904, le duel Bernstein-Kautsky avait permis de constater l'erreur de la paupérisation des masses.

« Les 25 millions de livrets de Caisse d'Epargne ne sont pas les coffres-forts des 200 familles. »

« La prévision cardinale de la concentration des fortunes permettant l'expropriation par un simple jeu d'écritures est formellement contredite par les faits, constate Fourgeaud. Ce n'est pas à une accumulation que l'évolution nous a amenés depuis cent ans, mais à une prodigieuse dispersion de la propriété. Et cette diffusion de la propriété et de l'esprit de propriété a sauvé le capitalisme. »

On voit donc que la propriété, au lieu de se concentrer en quelques mains, s'est, au contraire, dispersée. Le capital s'est décentralisé et devient de plus en plus anonyme par la constitution en sociétés par actions des moyennes et grandes entreprises.

De plus, dans ses théories sur les mouvements du capital, Marx n'a pas suffisamment tenu compte de la spéculation et du jeu effréné que permettent le système boursier et les pratiques du crédit, procédés qui entrent pour une grande part dans le mouvement des fortunes actuelles et dont les règles déroutent les économistes distingués.

En diffusant la propriété, en multipliant le nombre des petits propriétaires, actionnaires de sociétés, le capitalisme a augmenté le nombre des conservateurs, de ceux qui s'accrochent à la notion de propriété, à leurs petits privilèges, qui tremblent à la pensée de perdre ce qu'ils possèdent, et soutiennent ainsi le capitalisme.

D'après le matérialisme historique, la révolution « marxiste » devait être le résultat de la concentration industrielle et de la concentration capitaliste. Logiquement elle devait donc se produire d'abord dans des pays fortement industrialisés comme les Etats-Unis, l'Angleterre, la France et l'Allemagne.

Marx avait annoncé, d'après l'application de sa méthode scientifique « infaillible », que la révolution sociale se ferait d'abord en Angleterre, puis en Allemagne ; ensuite, en 1882, il admettait qu'elle pourrait se produire en Russie « si le mir se transformait en cellule socialiste ».

Finalement la révolution marxiste s'est produite dans les pays industriellement les plus arriérés comme la Russie, ainsi que la Chine et l'Indochine médiévales, ou bien même dans des pays coloniaux, où la phase bourgeoise n'a même pas été atteinte. Ceci démontre la fragilité de la méthode d'analyse.

En réalité, à l'examen des faits, on constate donc que la révolution « marxiste » s'est produite là où des conditions de vie intolérables poussaient à la révolte des hommes qui n'avaient rien à perdre. Je reviendrai sur ce point lors de l'examen de cet autre mythe de la paupérisation des masses.

Cette constatation de la nécessité de l'existence de conditions de vie intolérables pour l'explosion de la révolte d'un peuple a été confirmée chez nous, en France, durant l'occupation allemande de 1940 à 1944, comme du reste dans les autres pays occupés par les armées hitlériennes. En dehors des sentiments patriotiques d'une minorité et de la soif de liberté, la haine de l'envahisseur était alimentée par l'occupant. Si, au contraire, les armées hitlériennes avaient apporté avec elles des vivres dans une France affamée, l'attitude de beaucoup aurait été vraisemblablement différente. Dans les camps de concentration même, le problème de la faim fut à l'origine de bien des conflits et des bassesses et trahisons de certains déportés. Ce n'est pas une critique, mais une constatation, car personne ne peut dire comment il aurait agi dans des conditions semblables pour conserver la vie. Il ne faut jamais condamner les êtres, mais les systèmes qui les placent dans de telles situations et ceux qui les ont instaurés.

(A suivre.)

Philippe VERNE

L'ÉTERNELLE POLÉMIQUE

Précisons encore

Le Groupe Humaniste libertaire a considéré qu'il serait utile de répondre à une lettre qui nous a été adressée par un de nos abonnés avec qui nous avons déjà échangé, dans cette revue, quelques appréciations sur le régime communiste, soviétique, bolchévique, ou ce que l'on voudra.

Pour sa part, l'auteur de ces lignes s'en serait bien passé, car quoique cela constitue un devoir, il est excédé de revenir toujours sur ces sujets à propos desquels il se bat depuis 1921. Mais il est vrai, d'autre part, que le combat contre d'autres erreurs se poursuit depuis beaucoup plus longtemps. Ce qu'il y a de particulier, et qui cause une certaine lassitude en ce cas, c'est que la lutte a lieu contre des révolutionnaires, et que nous sommes des révolutionnaires, contre des gens dont une partie est certainement sincère, et qui veulent, théoriquement au moins, ce qui nous voulons nous-mêmes. Et nous préférerions nous opposer à des ennemis qui le sont tant dans le domaine pratique que dant le domaine théorique. Mais d'autre part, et justement parce que la tyrannie et l'exploitation que l'on veut nous imposer sont aussi odieuses, sinon plus, que celles du capitalisme, de l'Etat réactionnaire ou de la réaction religieuse, parce qu'en fait elles ne se distinguent pas du fascisme, ni même du nazisme, le combat n'en est que plus nécessaire, si désagréable soit-il. Résignons-nous-y donc. Nos lecteurs diront s'ils le croient utile.

Dans cette lettre, notre correspondant communiste se réfère à différents sujets et il semble n'avoir pas très bien compris ce que nous avons écrit les concernant. Du reste, cela est secondaire. Ce qui compte avant tout, ce sont ses appréciations sur notre attitude devant le régime qui sévit en Russie et dans les pays satellites asservis. Reproduisons les fragments de sa lettre qui se rapportent à cette question.

« Vous basez votre opinion sur le sort matériel des prolétaires. Je préfère personnellement le critère de moralité et de justice. Mais j'accepte votre façon d'envisager les choses. Vous jugez le communisme dans la mesure où il apporte du bien-être aux travailleurs. Si donc, un jour, le sort des prolétaires devient meilleur en Russie qu'en France, vous serez automatiquement communiste. Moi, je pourrais cesser de l'être si mon critère de moralité inversait le sens dans lequel penche actuellement la balance. »

Il y a là des confusions qui proviennent d'une méconnaissance et d'une incompréhension déroutantes. Nous n'avons jamais dit que nous jugeons d'un régime sur le seul critère du standard de vie, d'abord parce que nous avons assez de connaissances en économie pour savoir qu'il est absolument impossible qu'un même niveau d'existence soit possible pour toutes les régions et tous les habitants de la planète. Les uns sont favorisés par la nature, les autres non. On peut ainsi, dans un pays riche et capitaliste, vivre matériellement mieux que dans un pays pauvre réellement socialisé. Dans nos collectivités agraires d'Espagne, où nous avions fait une révolution sociale, on n'atteignait pas au niveau matériel qui était celui des agriculteurs canadiens, de la Nouvelle Zélande ou des Etats-Unis. Nous n'avons pas préféré pour cela le capitalisme de ces pays.

Mais nous disons qu'une révolution sociale qui n'améliore pas le sort des travailleurs, ou qui ne l'élève pas au-dessus de ce qu'il est dans des pays capitalistes dont les possibilités économiques sont comparables, est une révolution ratée, et qu'elle ne peut servir de modèle pour d'autres pays.

Du reste, c'est Khroutchev lui-même qui précisément a répondu sans le savoir à notre camarade. « Notre but, a-t-il déclaré le 6 avril à Budapest, est de faire en sorte que les gens soient mieux vêtus, mieux nourris, mieux logés et plus instruits. » Déjà le 1er avril il avait déclaré : « Si Lénine avait incité à la Révolution sans promettre un avenir meilleur, la classe ouvrière ne l'aurait pas suivi... Une bonne nourriture, un bon goulash, davantage de fabriques, de maisons et d'écoles importent plus que des élans imaginaires... La prospérité est la seule chose pour laquelle il vaille la peine de lutter... »

La prospérité, et aussi une autre chose qui ne compte pas pour Khroutchev : la liberté. Le reste n'est que littérature.

Vous nous opposez le critère de justice et de moralité. On comprend encore moins. Prétendez-vous qu'il y a plus de moralité et de justice en régime dit soviétique que dans le régime capitaliste privé ? Nous le nions catégoriquement. Nous avons dit mille fois que l'exploitation de l'homme par l'homme ne se fait pas seulement au moyen du capitalisme privé : que le technocrate, le général, le haut bureaucrate, les fonctionnaires, les policiers, tous ces gens qui se chiffrent en Russie par millions, constituent une *nouvelle classe* (comme a écrit Djilas), laquelle exploite le travail des véritables producteurs de la fabrique et des champs, en gagnant cinq fois, dix fois, vingt fois et plus qu'eux, sans même courir les risques que court le capitaliste qui engage son argent et peut le perdre s'il ne veille pas au développement de ses affaires.

En ce sens, le peuple russe est au moins aussi exploité que le peuple de France, d'Angleterre ou des U.S.A. Il l'est peut-être davantage encore. Les exploiteurs ne sont plus les mêmes, mais l'exploitation subsiste sous une nouvelle forme.

Quelle justice et quelle moralité y a-t-il dans un régime où les salaires descendent sous 300 roubles et les traitements montent à 20.000 et plus pas mois ?

Mais je pose à nouveau la question sur le terrain que vous semblez esquiver délibérément. Je dis qu'il n'y a ni justice ni moralité dans un régime où n'existe pas la liberté. La liberté de pensée et d'expression de la pensée, la liberté de parole et de la presse, la liberté d'organisation indépendante, la liberté de critiquer le gouvernement, la liberté de préconiser des modes de vie sociales différents de ceux existants. Et cela, vous le savez bien, n'existe pas en U.R.S.S. ni dans aucun pays dit communiste.

Là où ne peut exister que le parti au pouvoir, où la volonté des gens ne peut se manifester apparemment que dans les plébiscites à 99,5 pour cent, où la censure officielle sévit dans la presse, la radio, le cinéma, l'édition, le théâtre, etc., il n'y a pas de liberté. Et l'homme sans liberté est ravalé à la sous-animalité.

Ce n'est pas tout. Vous ne pouvez pas ignorer qu'en U.R.S.S. tous les opposants politiques ont été exterminés ; c'est pourquoi, le totalitarisme existant aidant, il n'y a pas d'opposition. Tous les socialistes révolutionnaires, dont le nombre était bien supérieur à celui des bolcheviques, ont été massacrés, tous les anarchistes, tous les coopératistes, tous les socialistes d'autres tendances. Des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui avaient lutté contre le tzarisme et pour le socialisme autant que Lénine et Trotsky (que dites-vous de l'assassinat de ce dernier ?). Puis est venu le massacre des insurgés de Kronstadt, qui avaient fait triompher, en 1917, le parti bolchevique. Puis celui des forces révolutionnaires ukraniennes avec Machno. Tout cela sous Lénine. Vint ensuite le régime de Staline, dont Khroutchev lui-même a dénoncé les horreurs au XX[e] Congrès. Vous n'ignorez pourtant pas cela, mon cher camarade, qui avez passé les quatre-vingts ans. Vous n'ignorez pas les procès de Moscou. Ni que, selon la *Pravda* du 8 février de cette année, sur 1.966 délégués qui assistèrent en 1934 au XVII[e] Congrès du parti communiste, 1.108 furent massacrés au cours des « purges » staliniennes. Je crois vous avoir déjà cité que, selon Kropotkine et autres révolutionnaires russes, les bagnes et prisons contenaient 72.000 condamnés politiques dans la pire période de répression tzariste, mais que, dans la période de répression stalinienne, il y eut jusqu'à quinze millions de prisonniers dans les camps de concentration. Et, bien que la situation soit améliorée depuis, nous ignorons encore combien il y en a maintenant.

Le pire est que, par leur aveuglement volontaire, les hommes qui, comme vous, ont employé tous les subterfuges et toutes les arguties pour défendre et justifier le débordement d'horreurs qui a caractérisé la domination stalinienne ont été, de ce fait, complices de ces horreurs. Même s'ils « oublient » volontairement ce passé monstrueux, en se manifestant maintenant d'accord avec Khroutchev, cela ne les libère pas de leur responsabilité historique. Les quelque trente millions d'hommes, de femmes et d'enfants morts dans des conditions atroces dans les camps du Grand Nord, de Karakanda et d'ailleurs ont été aussi vos victimes comme ils l'ont été du monstre que vous reniez maintenant, après avoir couvert pendant trente ans ses monstruosités au nom du communisme...

Liberté, moralité ?... Parlons d'autre chose.

Avez-vous lu les autres déclarations faites par Khroutchev le 7 avril, à Budapest, et concernant la supériorité des méthodes de travail du capitalisme des U.S.A. par rapport à l'U.R.S.S. ? Khroutchev est un terrible bavard, qui quand il s'y met laisse utilement aller sa faconde. En voici deux échantillons :

« Leurs écoles agricoles — celles des U.S.A. — se trouvent à la campagne. Les étudiants apprennent à travailler la terre dans les fermes. Chez nous, ils étudient pendant que les ouvriers travaillent pour eux. C'est pourquoi, sortant de l'institut, ils ont peur d'approcher une vache ou un tracteur. Il faut réformer tout cela. »

On comprend un peu mieux la crise agricole qui oblige la Russie à acheter du blé aux nations capitalistes. Mais Khroutchev va plus loin, plus à fond qu'il ne suppose :

« Aux Etats-Unis, quand la maison brûle, il ne reste que le choix entre le chômage et le tombeau. Chez nous, on admoneste les responsables, on leur fait des remontrances, mais « Ivan écoute et continue de manger. »

Du point de vue « justice et moralité », le système bolchevico-communiste ne vaut pas mieux que le capitalisme privé. Bien au contraire. Et en ce qui concerne la méthode d'organisation, ces quelques paroles en sont une condamnation définitive.

P.S. — Pour vous, la majorité de la population de l'Allemagne de l'Est est communiste. S'il en est ainsi, pourquoi a-t-il fallu construire le « mur de la honte » ?

L'œuvre commune des hommes

Voici, en effet, un pays civilisé. Les forêts qui le couvraient autrefois ont été éclaircies, les marais asséchés, le climat assaini : il a été rendu habitable. Le sol, qui ne portait jadis que des herbes grossières, fournit aujourd'hui de riches moissons. Les rochers qui surplombent les vallées du midi sont taillés en terrasses où grimpent les vignes au fruit doré. Des plantes sauvages qui ne donnaient jadis qu'un fruit âpre — une racine immangeable — ont été transformées par des cultures successives en légumes succulents, en arbres chargés de fruits exquis.

Des milliers de routes pavées et ferrées sillonnent la terre, percent les montagnes ; la locomotive siffle dans les gorges sauvages des Alpes, du Caucase, de l'Himalaya. Les rivières ont été rendues navigables ; les côtes, sondées et soigneusement relevées, sont d'accès facile ; des ports artificiels, péniblement creusés et protégés contre les fureurs de l'Océan, donnent refuge aux navires. Les roches sont percées de puits profonds ; des labyrinthes de galeries souterraines s'étendent là où il y a du charbon à extraire, du minerai a recueillir. Sur tous les points où des routes s'entrecroisent, des cités ont surgi, elles ont grandi, et dans leurs enceintes se trouvent tous les trésors de l'industrie, de l'art, de la science.

Des générations entières, nées et mortes dans la misère, opprimées et maltraitées par leurs maîtres, exténuées de labeur, ont légué cet immense héritage au dix-neuvième siècle.

Pendant des milliers d'années, des millions d'hommes ont travaillé à éclaircir les futaies, à assécher les marais, à frayer les routes, à endiguer les rivières. Chaque hectare du sol que nous labourons en Europe a été arrosé des sueurs de plusieurs races ; chaque route a toute une histoire de corvées, de travail surhumain, de souffrances du peuple. Chaque lieue de chemin de fer, chaque mètre de tunnel ont reçu leur part de sang humain.

Les puits des mines portent encore, toutes fraîches, les entailles faites dans le roc par le bras du piocheur. D'un poteau à l'autre les galeries souterraines pourraient être marquées d'un tombeau de mineur, enlevé dans la force de l'âge par le grisou, l'éboulement ou l'inondation, et l'on sait ce que chacun de ces tombeaux a coûté de pleurs, de privations, de misères sans nom, à la famille qui vivait du maigre salaire de l'homme enterré sous les décombres.

Les cités, reliées entre elles par des ceintures de fer et des lignes de navigation, sont des organismes qui ont vécu des siècles. Creusez-en le sol, et vous y trouverez les assises superposées de rues, de maisons, de théâtres, d'arènes, de bâtiments publics. Approfondissez-en l'histoire, et vous verrez comment la civilisation de la ville, son industrie, son génie, ont lentement grandi et mûri par le concours de tous ses habitants, avant d'être devenus ce qu'ils sont aujourd'hui.

Et maintenant encore, la valeur de chaque maison, de chaque usine, de chaque fabrique, de chaque magasin, n'est faite que du labeur accumulé des millions de travailleurs ensevelis sous terre ; elle ne se maintient que par l'effort des légions d'hommes qui habitent ce point du globe. Chacun des atomes de ce que nous appelons la richesse des nations, n'acquiert sa valeur que par le fait d'être une partie de cet immense tout. Que seraient un dock de Londres ou un grand magasin de Paris s'ils ne se trouvaient situés dans ces grands centres du commerce international ? Que seraient nos mines, nos fabriques, nos chantiers et nos voies ferrées, sans les amas de marchandises transportées chaque jour par mer et par terre ?

Des millions d'êtres humains ont travaillé à créer cette civilisation dont nous nous glorifions aujourd'hui. D'autres millions, disséminés dans tous les coins du globe, travaillent à la maintenir. Sans eux, il n'en resterait que décombres dans cinquante ans.

Il n'y a pas jusqu'à la pensée, jusqu'à l'invention, qui ne soient des faits collectifs, nés du passé et du présent. Des milliers d'inventeurs, connus ou inconnus, morts dans la misère, ont préparé l'invention de chacune de ces machines dans lesquelles l'homme admire son génie. Des milliers d'écrivains, de poètes, de savants, ont travaillé à élaborer le savoir, à dissiper l'erreur, à créer cette atmosphère de pensée scientifique, sans laquelle aucune des merveilles de notre siècle n'eût pu faire son apparition. Mais ces milliers de philosophes, de poètes, de savants et d'inventeurs n'avaient-ils pas été suscités eux aussi par le labeur des siècles passés ? N'ont-ils pas été, leur vie durant, nourris et supportés, au physique comme au moral, par des légions de travailleurs et d'artisans de toute sorte ? N'ont-ils pas puisé leur force d'impulsion dans ce qui les entourait ?

Pierre KROPOTKINE

AUTOUR DU PROBLÈME SCOLAIRE

M. R.

Répondant à un article sur un des problèmes scolaires assez difficile à résoudre, le manque de classes, un camarade instituteur nous fait remarquer, très amicalement, que deux classes de quatre heures pour le même enseignant ne lui paraissent pas possible, d'une part, et se demande comment seraient gardés les enfants le reste de la journée.

L'auteur de l'article étant trop occupé, nous avons répondu directement à notre camarade, mais nous pensons que nos amis lecteurs seraient peut-être intéressés par notre réponse. La voici :

« Deux classes de quatre heures, c'est peut-être trop long pour l'instituteur. Mais il existe, conçue par le docteur Fourastié, à Vanves, banlieue de Paris, une expérience d'école à mi-temps. Elle a déjà quelques années d'existence et les résultats obtenus, sur le plan des examens entre autres, sont des plus concluants puisque le pourcentage de succès — au B.E.P.C. — est plus élevé que dans les établissements à temps complet.

Voici, (en gros) :

Le matin, programme traditionnel : 3 heures. Le soir : jeux, gymnastique, dessin, etc. : 3 heures. Et l'auteur de l'article commenté a pensé à deux « journées » d'élèves par jour pour une claisse donnée, comme cela se pratique, paraît-il, dans certains pays étrangers.

Naturellement, nous sommes amenés à concevoir la formation rapide de moniteurs pour la seconde mi-temps, formation qui pourrait ne pas exiger le même niveau que celui des instituteurs et donc de recrutement plus facile (?). Un peu comme celui des moniteurs de colonies de vacances.

En somme, une classe de garde-éducative alternant avec la classe programme. Si nous retombons dans le problème des locaux, ceux des patronages laïques pourraient être utilisés un peu partout.

Personnellement, nous pensons que cette solution ne serait pas plus mauvaise que « l'embauche » des bacheliers et bachelières sans formation pédagogique et dont, nous le voyons ici, beaucoup ne donnent pas suite, faute peut-être de vocation... Mais il resterait quand même à vaincre la routine et les préjugés !

Cette réponse était depuis longtemps partie quand parut dans un grand organe parisien (**France-Dimanche** du 6-2-64) un article intitulé : « Alerte, les écoliers travaillent trop et aprennent (mal) trop de choses » (1).

Le professeur Marcel Bataillon, administrateur du Collège de France, représentant l'association « Défense de la Jeunesse Scolaire », qui groupe quatre cents adhérents, universitaires, académiciens, professeurs du Collège de France, médecins, psychologues, etc., fait, au nom de cette association, une démarche auprès du ministre de l'Education nationale et présente, nous dit-on, un rapport visant au changement des programmes, et surtout à **la réduction des heures de classes dans les écoles primaires.**

Horaires proposés : **Travail** : nombre total d'heures de travail par jour : élèves **de 6 à 8 ans**, maximum 2 heures 30 ; **de 8 à 10 ans**, maximum 3 heures 30 ; **de 10 à 11 ans**, maximum 4 heures. Nombre total d'heures de travail **par semaine : de 6 à 8 ans**, maximum 12 heures ; **de 8 à 10 ans**, maximum 17 heures ; **de 10 à 11 ans**, maximum 20 heures, etc.

Récréations libres : 15 minutes après 40 à 50 minutes de classe (de 6 à 11 ans), etc.

Pas de devoirs à la maison ; étude du soir : interdite et remplacée par une classe récréative.

Enfin, avec la réforme de l'actuel système de notation (absurde), l'objectif visé est le mi-temps. Mais la garde des enfants dont les parents sont occupés le jour n'est pas évoquée. Nous pensons que c'est une lacune.

---

(1) *N. de la R.* — Toute la presse s'est, du reste, fait écho de cet important document.

ENQUÊTE sur la LUTTE des CLASSES

S'efforçant toujours de serrer de près la réalité sociale et humaine de la société dans laquelle nous vivons et l'évolution de cette réalité, le Groupe Humaniste Libertaire croit utile d'ouvrir une enquête, sur le problème de la lutte de classes dans l'état actuel des nations capitalistes occidentales.

Nous posons donc les questions suivantes, auxquelles nous invitons nos lecteurs à répondre :

1° *La lutte de classes, telle que les théoriciens révolutionnaires les plus connus (Proudhon, Marx, Engels, Bakounine) et, en général, toute l'école socialiste, syndicaliste et anarchiste socialiste continue-t-elle d'être une réalité dominante et le sera-t-elle inéluctablement dans l'avenir que les transformations qui s'opèrent actuellement dans les nations modernement organisées nous permettent de prévoir ?*

2° *Peut-on continuer à faire de la lutte de classes le moteur essentiel du progrès humain ou simplement du progrès social ? Si non, pourquoi ? Si oui, quelles en sont les raisons ?*

3° *Les nouvelles conquêtes sociales faites par les travailleurs, ou les concessions et les améliorations accordées par les détenteurs du capital et par les gouvernements impliquent-elles soit la disparition, soit une atténuation décisive de la lutte de classes ?*

4° *Dans ce cas, quels sont les nouveaux facteurs qu'il convient d'introduire, ou sur lesquels il convient d'insister davantage, afin de continuer à promouvoir le progrès social et humain ?*

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

Precias, 5 ; Bianco René, 6 ; Celton, 8 ; Langrand C., 5 ; Levesque, 5 ; Palix, 7 ; M. Doléans, 5 ; Hébrard, 5 ; Lacombe, 5 ; La Rivière, 10 ; G. Fourneret, 5 ; Louis Berthier, 5 ; H. Molina, 10 ; Fuentealba, 10 ; Roger et Madeleine, 14,20 ; Madeleine J., 50 ; Groupe Humaniste Libertaire, 76. — J. Laplaud, 5 ; P. Germain, 2 ; Ricros, 5 ; P. V. Berthier, 5 ; Escarguel, 15 ; L. Dorau, 2 ; Hanus, 3 ; Baranton R., 2 ; Dr L. Rousseau, 5 ; Lenormand, 3 ; Castiaux, 5 ; C. Fournier, 1,50 ; M. Marchand, 10 ; Rollinat, 20 ; Juliot, 2 ; J. Mahé, 5 ; Alvarez, 10 ; Groupe Humaniste Libertaire, 40. — Une abonnée, 5 ; A. Cuny, 1,50 ; R. Gayet, 3 ; J. Mahé, 13,50 ; J. Garcia, 45 ; Kléber Duval 5 ; Faucier, 5 ; L. Gilot, 5 ; F. Lopez, 5 ; Morel M., 5 ; Devige, 1 ; P. Liscot, 1 ; A. Carbonari, 5 ; Groupe Humaniste Libertaire, 70. — Fuentealba, 20 ; R. F., 5 ; Belliard, 3,50 ; Chiapuso, 20 ; P. Gaudin, 5 ; Tonda, 5 ; Arbetaren, Sockholm, 6 ; J. Molina, 5 ; Madeleine J., 50 ; Quadri, 5 ; Groupe Humaniste Libertaire, 60. — Girelli, 5 ; R. Baffier, 5 ; F. Duran, 5 ; Quadri, 3,80 ; Puente, 5 ; R. Royo, 5 ; Parrod, 5 ; Lailler, 3,50 ; J. Guignard, 5 ; Gaillot, 5 ; Un camarade, 10 ; José, 5 ; Mme Delorme, 5 ; M. Moinet, 5 ; Argence, 2 ; Romo et Costa, 20 ; A. et M. Renauld, 10 ; Vernière, 3 ; Buatois, 6 ; Groupe Humaniste Libertaire, 61,50.

Justice intéressée

Castro et les communistes sont des alliés forcés. Il a besoin d'eux, ils ont besoin de lui. Eux ont le sens de l'« appareil » de parti et d'Etat. Lui a la popularité auprès d'une partie des masses auxquelles il sait parler et qu'il domine par ses dons de tribun.

Mais il s'efforce toujours d'affaiblir le prestige de ceux qui lui ont ouvert le chemin du pouvoir. Car il s'en méfie. Aussi ne perd-il pas l'occasion de les discréditer, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises. C'est pourquoi, à La Havane, un étudiant communiste, Carlos Rodriguez, vient d'être condamné à mort, accusé d'avoir livré quatre révolutionnaires, membres du Directoire des étudiants, à la police de Batista, qui les fusilla.

Mais dans cette affaire, la responsabilité de l'étudiant condamné ne fut pas seule engagée. Celle des responsables du parti communiste le fut aussi, car le dénonciateur n'avait fait qu'appliquer les pratiques courantes dans la politique du bolchevisme international : faire massacrer par l'adversaire commun ceux qui sont à vos côtés pour s'en débarrasser. Cela donne en même temps l'occasion d'exploiter les morts. C'est ce qui, selon la fraction « chinoise » du communisme espagnol a été fait dans le cas de Julian Grimau.

Dans un premier jugement, Carlos Rodriguez avait été acquitté, les membres de la vieille garde du parti communiste ayant témoigné que le dénonciateur n'était qu'un traître qui s'était glissé parmi eux. Mais Castro, qui savait à quoi s'en tenir, a exigé la révision du procès, et, bavard infatigable comme toujours, il a parlé pendant quatre heures et demie pour arracher la condamnation à mort. Or, les témoins de la vieille garde qui avaient menti font partie du gouvernement actuel — comme d'autres avaient fait partie du gouvernement de Batista — ainsi Castro les a compromis moralement et les tient à sa merci. Peut-être du reste le tiennent-ils à la leur.

Belle racaille que tous ces gens.

DEUX LIVRES

Marcel RENOT

Il n'y a guère, nous avons exprimé dans ces **Cahiers** tout le bien que nous pensons de « l'Amitié par le livre » et des ouvrages que nous avons pu lire venant de sa maison.

Aujourd'hui c'est, avec **le Prolétariat et la Culture** (1), de Marcel Martinet, **les Propos sur l'éducation** (2), d'Albert Thierry, que fait revivre « l'Amitié ».

Promoteur de l'art prolétarien, comme l'appelait Henri Poulaille, pacifiste militant, éducateur, romancier, critique littéraire et poète, Martinet ne doit pas être oublié. Pour nous, si nous nous souvenons des **Temps maudits**, nous avons connu aussi **la Maison à l'abri** (1919), l'un des plus grands livres de guerre.

Martinet soutint, en de nombreux articles, une esthétique révolutionnaire : « l'art ne peut avoir sa fin en soi ; il est partie dans l'activité humaine dont il n'est qu'une manifestation, c'est sa moralité ».

Partisan d'un art de classe, il lutta obstinément pour faire comprendre ses vues. Y réussit-il ? (Qu'est-ce qu'un « art de classe » ?) Ce n'est pas notre propos d'aujourd'hui encore que, sans pouvoir le suivre complètement, nous retenons que, pour lui, « art de classe, c'est fraternité, c'est l'artiste s'arrachant à l'idée vaniteuse et naïve de son isolement et de sa supériorité devenant plus sensible à la communion infinie des êtres entre eux et avec le monde ». Marcel Martinet pouvait donc parler de culture prolétarienne — en face de la culture bourgeoise.

Comme dans ses idées sur l'art de classe, nous ne pouvons ici encore le suivre toujours exactement. Mais nous trouvons dans ce petit ouvrage des vues bien précieuses. Ainsi, « pas plus qu'un mythe pour notre action, la culture n'est un fétiche de la domination des maîtres, elle n'a rien d'une sorcellerie. Et elle n'est pas une séparation de l'individu qui tenterait de « s'élever au dessus de sa classe, au dessus de la masse, elle est une communion ».

Pour Martinet, la culture prolétarienne est, comme toute culture, discipline et éducation ; « elle est, pour parler un peu pédant, un humanisme ». Toutefois, il ne voit pas là un humanisme réduit à une élite, ce « qui implique le maintien dans la bestialité des larges masses humaines ». Au contraire, il s'agit d'une libération, d'une élévation même qui vise « à détruire toute hiérarchie temporelle et sociale ».

Enfin, l'auteur croit à une culture qui doit amener l'ouvrier à jouir de toutes les richesses humaines... Ce petit livre est une œuvre de foi, et si la première édition remonte à 1925, beaucoup de ses pages sont toujours actuelles.

*
* *

Œuvre de foi aussi les **Réflexions sur l'éducation**, d'Albert Thierry. A Propos de **Vous dites grandir**, nous avons exprimé, en son temps, en quelle estime nous tenons la personnalité exceptionnelle de l'auteur qui reste un précurseur. Précurseur mal entendu, hélas ! quand il préconise le « refus de parvenir »...

Selon nous, ce serait pourtant là une des clés, et la plus importante, du problème humain.

Nous aimons des pensées comme celles-ci : « Pourquoi, en effet, y a-t-il toujours une Bourgeoisie, pourquoi n'y a-t-il pas un Peuple ? J'entends : pourquoi l'art, la science, la politesse, le luxe, la philosophie, d'une seul gros mot, pourquoi la civilisation est-elle ou a-t-elle l'air d'être l'œuvre de la Bourgeoisie et non du Peuple ? J'en sais une raison profonde, trop émouvante cependant pour que je l'exprime encore plus qu'à demi : celle-ci que la Bourgeoisie est la première œuvre du Peuple. L'histoire nous montre que le Peuple a renoncé à soi-même : il a voulu s'enrichir et s'anoblir, au moins dans ses enfants ; **il a voulu parvenir.** Et la Bourgeoisie, sa fille, au moment qu'il relève un peu le dos pour l'admirer, lui donne la schlague. Il l'a méritée ; s'il avait refusé de **parvenir**, il aurait fait tout seul la civilisation et il l'aurait gardée. « Mais encore ? — Je note que depuis la Renaissance, tandis que l'éducation populaire n'a plus de cœur, l'éducation bourgeoise en a un.

» J'appelle cœur quelque principe fervent, quelque passion établie à l'intersection des connaissances et des techniques, au foyer du savoir et du dévouement, les exaltant de soi, les ramenant à soi par un mouvement qui sache animer l'homme et le monde. »

Plus loin : « Mais le peuple, il n'a de cœur que pour envier les riches. Si je puis qualifier d'un seul mot l'ancienne éducation paysanne et artisanale : une éducation catholique ; l'ancienne éducation moyenne, monarchique ou républicaine : une éducation latine ; l'éducation supérieure moderne même : une histoire ou une physique ; je ne puis pas caractériser, me donnât-on plusieurs mots, l'éducation du prolétariat.

» Laïque, ont dit les fondateurs. Mais laïque, cela signifiait anti-chrétienne. Une **négation** où il fallait une **affirmation** (3).

» Mission de détruire et non de créer. Nulle indépendance, nulle originalité : puisqu'on ne songe qu'à l'adversaire, on l'imitera. Supposé qu'il tombe sous vos coups, ne tomberez-vous pas aussi, emportés par l'élan, et sur le nez ? » (Cela n'a pas vieilli !)

« L'aumône intellectuelle », selon l'expression de Lamartine, est l'aumône du capitalisme que reçoit le peuple sous forme d'enseignement primaire, non d'éducation qui viserait à susciter dans l'enfant, ou l'adolescent, « cette connaissance émouvante de soi » et que tout homme devrait posséder.

Ce n'est pas « le catéchisme catholique, ou même syndicaliste, qui conduira l'enfant vers la découverte de sa vie intérieure, c'est un enseignement qui sera adapté aux besoins des hommes ».

Et Thierry s'élevait contre ce qu'il appelait « une culture en solde » un peu « défraîchie à l'étalage ».

Enfin, il voulait très vivement une éducation prolétarienne vivant « d'un principe et d'un cœur », ni littéraire, ni classique, ni chrétienne, que les travailleurs devraient fonder en pleine conscience, afin de faire naître une « foi du travail et du savoir, une foi syndicaliste ». Et élever les écoliers pour le travail.

Pour cela « que les instituteurs puissent jouir, comme tous les citoyens, de la liberté complète de parole et d'action ».

Deux ouvrages assez proches, en vérité. Nourris d'analyses s'appliquant à tous les domaines de l'éducation populaire (et de la bourgeoisie même), ils nous conduisent vers la libération de l'esprit. De pareils livres ne se résument pas. Nous aimerions que ces quelques lignes donnent à nos camarades le désir de les lire, de les faire lire.

---

(1) A *l'Amitié par le livre*, Camille Belliard, Blainville-sur-Mer (Manche), C.C.P. 6.666 Paris.

(2) Id., 6 F et 9 F.

(3) Souligné par nous.

LA MISÈRE DE NOS ANCIENS

Les lilas montrent déjà de timides bourgeons. Dans le parc qui entoure cette mairie de banlieue, les bancs se sont garnis. Il y a bien, çà et là, quelques femmes qui surveillent des enfants heureux de l'aubaine d'un temps doux. Mais on voit surtout, réunis comme en petites « brochettes », des hommes et des femmes âgés que nous finissons par connaître puisqu'ils sont là durant tous les après-midi dès que commencent les beaux jours.

Et nous les écoutons souvent conter comment ils doivent s'arranger du sort injuste qui est le leur. Ils disent où ils s'adressent pour tâcher d'obtenir, qui un petit colis, de vivres, qui quelques vêtements ou un peu de charbon, etc.

Ils parlent du « Foyer des vieux », où ils se retrouvent pour prendre le repas de midi, servi pour une somme modique, il est vrai, mais, pour beaucoup d'entre eux, assez élevée tout de même quand il faut la soustraire de la pauvre allocation de trois ou quatre francs par jour qui est tout leur « pouvoir d'achat ». Et nous ne parlons pas des localités qui n'ont pu ou voulu fonder de pareils foyers ; et nous ne parlons pas de certains hospices qui font peur à tant de vieillards ; mais peut-on ne pas parler « des pauvres vieux fouillant des cageots abandonnés où il leur arrive, avec un peu de chance, de trouver des fruits ou des légumes « pas trop abîmés » (André Vinard, novembre 63). Et cette honte tend à durer. Parce que tout le monde s'en fout et, en particulier, ceux qui sont confortablement installés « dans le fromage », comme nos bavards de la politique et des hautes fonctions, hormis, bien sûr, pendant les périodes électorales.

Car c'est là qu'il sera question des biens faits de la liberté, comme s'il était possible d'en jouir sans sécurité ni aisance matérielle ! Pour des millions d'hommes il s'agit d'abord de manger à leur faim.

Pour nous, c'est un droit, évidemment. Mais, diable, nous parlons de trois ou quatre francs par jour ? Il y a mieux encore. Voici : un camarade infirme, de soixante-douze ans, nous communique un avis de la Préfecture de l'Oise, son département, par lequel on l'informe que « conformément à des récents décrets, l'aide sociale aux aveugles et grands infirmes égalant dorénavant l'allocation spéciale de vieillesse, celle-ci seule lui sera versée. Soit, depuis janvier 1964, *900 francs par an* », et encore cette aumône était précédemment de 700 francs...

« Triste soir de notre vie... » Comme l'écrit quelque part Charles Vildrac : « Et presque personne n'y pense... »

BATAILLE DE MOTS SUR L'ETAT

Gaston LEVAL

André et Mathilde Niel ont cru préférable de ne pas continuer l'échange de vues sur l'humanisme qui avait été commencé dans les numéros précédents de nos *Cahiers* parce que, nous ont-ils dit, la discussion peut mener à des déformations de pensée qui ne sont pas souhaitables. Nous respectons cette décision, par amitié d'abord et par les scrupules qui l'expliquent. Mais certains des problèmes posés dans ce qui avait été abordé nous semblent devoir être analysés plus à fond. Non pas dans un esprit polémique envers nos amis, mais en ce qui nous concerne, comme hommes défenseurs et propagandistes d'une conception philosophique et sociale définie. C'est donc avec nous-mêmes que nous allons maintenant discuter. Ce sont nos principes ou, plus exactement, certaine application de nos principes que nous allons analyser. En le faisant, nous savons courir un risque : celui que court tout individu qui ne s'en tient pas à des formules intouchables, qui ne se contente pas de réciter des versets d'évangile, ou de fuir les responsabilités par la répétition de lieux communs ou de phrases consacrées entre initiés, mais qui s'efforce, dût-il s'en trouver parfois embarrassé, de faire face aux difficultés ou aux objections que l'on peut trouver sur son chemin.

Dans leur dernière réponse, nos amis employaient des expressions inhabituelles dans une publication libertaire : « le choix des chefs, des dirigeants, des guides ». Cela a pu choquer certains de nos camarades. Mais si André et Mathilde Niel avaient défini ce qu'ils entendaient par ces mots, nous aurions vu qu'ils ne leur donnaient pas la même valeur que nous leur donnons nous-mêmes. Bakounine déjà parlait, s'agissant des militants ouvriers, de « chefs naturels des masses », et l'auteur de ces lignes a écrit, il y a longtemps : « que nous le voulions ou non, en tant que militants révolutionnaires, nous sommes de guides ». Mais voilà que le mot Führer aussi signifie guide... Et nous n'allons pas parler d'un Fürher chamoniard pas plus que d'un Führer syndicaliste révolutionnaire...

Il convient donc de s'entendre sur les mots. Pour nos deux amis, un chef n'est certainement pas un général ni un guide, un Führer. N'en est-il pas de même lorsqu'il s'agit d'un Etat ?

Car le problème se pose pour eux et pour beaucoup d'autres qui ne veulent, pas plus que nous, ni d'une armature autoritaire commandant les hommes comme des numéros et les asservissant, ni d'un aréopage de gouvernants maîtres de la liberté et de la vie de la masse gouvernée. Bien des confusions se seraient dissipées si l'on avait su s'efforcer de s'expliquer en dehors de la rigidité verbale, en tenant compte, avant tout, des intentions véritables des uns et des autres.

Ces considérations me conduisent, et telle était mon intention dès la première ligne, à poser le problème de ce qu'on entend par Etat. Bien des gens qui ne veulent pas non plus, plus que nous, être des esclaves ni des citoyens disciplinés aux ordres des fonctionnaires nous ont dit : « Quoi que vous disiez, il faudra toujours un Etat ; dans la perspective de l'organisation future du monde, où les nations, les continents dépendront les uns des autres, il faudra bien que, pour la distribution des matières premières ou des différents produits qui devront être envoyés d'un côté ou de l'autre, il existe une organisation d'ensemble, et, que vous le vouliez ou non, cela sera un Etat. »

Nous avons toujours répondu : « non ». Et nous continuons de le répondre. Pourtant, nous sommes aussi partisans, dans cette époque où la coordination économique s'impose et s'imposera de plus en plus, d'une organisation développée à l'échelle internationale ; et à l'échelle mondiale pour demain. En nier la nécessité inéluctable, c'est ne rien savoir de l'économie, même si on écrit sur l'économie. Une chose sont les théories abstraites, une autre les faits concrets. Les matières premières industrielles sont concentrées dans certains points de la surface du globe : fer, charbon, pétrole, bauxite, nickel, mercure, tungstène, cuivre, étain, production cotonnière, café, cacao, bois, etc., etc., tout cela est centralisé, ou, si l'on veut, concentré par la nature, et la distribution équitable des ces produits naturels à tous les habitants de la terre implique une organisation d'ensemble allant « de bas en haut », pour employer la formule consacrée, et donc centralisée sous la forme fédéraliste (là aussi il faudrait s'entendre sur les mots).

Logique avec sa pensée, Bakounine, qui fut un des théoriciens les plus illustres de l'école antiautoritaire du socialisme, prévoyait dans le *Catéchisme révolutionnaire* que « lorsque les associations productrices et libres, cessant d'être les esclaves et devenant à leur tour les maîtresses et les propriétaires du capital... et selon leur nature dépassant tôt ou tard toutes les frontières nationales... formeront une immense fédération économique avec un parlement éclairé par les données aussi larges que précises et détaillées d'une statistique mondiale telle qu'il n'en peut encore exister aujourd'hui et qui, combinant l'offre et la demande, pourra gouverner, déterminer et répartir entre différents pays la production de l'industrie mondiale, de sorte qu'il n'y aura plus, ou presque, de crises commerciales et industrielles, de stagnation forcée, de désastres, plus de peine ni de capitaux perdus : alors le travail humain, émancipation de chacun et de tous, régénérera le monde ».

Là aussi, il faudrait s'entendre sur le sens de certains termes, car on admettra que les mots « parlement, capital, gouverner » et d'autres n'ont pas, sous la plume de notre grand devancier, le sens qu'ils ont dans ce qui est devenu le langage libertaire courant.

Toujours est-il que celui qu'on a réputé être le plus grand démolisseur révolutionnaire et un théoricien du fédéralisme recommande pour l'avenir ce qui paraît à certains de ceux qui se réclament de lui une hérésie monstrueuse.

Supposons maintenant que cette organisation mondiale de l'industrie soit mise debout, comme, espérons-le, elle le sera, même imparfaitement, dans un laps de temps qu'on ne peut déterminer ; supposons aussi qu'il en soit de même pour la production agraire, qui tend aussi, inévitablement, à se coordonner à l'échelle universelle. Cela impliquerait un « parlement éclairé », c'est-à-dire un organisme composé de délégués ou d'administrateurs délégués, représentant les différentes parties du globe, ou les différentes nations, ou régions de la terre. Cet organisme serait-ce un Etat, comme l'affirment certains paralibertaires ?

Je réponds : non. Car, pour moi, un Etat est avant tout un organisme politique de domination, pourvu d'un appareil administratif et répressif, qui peut imposer sa volonté, ou la volonté de ceux qui sont à sa tête. C'est mon droit de penser et de parler ainsi. Quand nous autres, libertaires, pensons à l'Etat, c'est avant tout cela que nous voyons. Marx et Engels ne voyaient qu'un « instrument politique d'une classe pour dominer une autre classe ». Nous comprenons donc et admettons des « institutions mondiales de caractère économique », pas d'Etat au sens classique du mot.

Mais, d'un autre côté, des gens qui sont dans leur esprit, dans leurs intentions, leur nature, aussi libertaires que nous ne voient pas l'Etat de la même façon. Pour eux, c'est un organisme comprenant un ensemble d'institutions publiques nécessaires à la stabilité de la nation ou à la population. Alors que nous voyons une police, une armée, des prisons, des tribunaux, *et rien que cela,* ils voient un ensemble d'écoles primaires, secondaires, supérieures, des universités, des services sanitaires, des réseaux de routes et de canaux, des rapports entre différentes régions qui ont été établis — pas toujours heureusement, selon les nations — grâce au pouvoir central ou fédéral.

C'est pour cela qu'ils ne comprennent pas que nous puissions ou voulions pous passer d'Etat.

Arrivés à ce point, il semble que nous nous livrons à des jeux de mots ou à un dialogue de sourds. Et il aurait été utile, d'une part, de chercher à comprendre ce que disaient ces personnes et de leur faire comprendre ce que nous désirions ou voulions dire.

Quiconque a lu *le Monde nouveau,* de Pierre Besnard, a pu constater que ce théoricien du syndicalisme révolutionnaire et libertaire concevait, à l'échelle européenne, une organisation chargée de répartir les matières premières industrielles et de coordonner la production. Quiconque a lu *Mon Communisme,* de Sébastien Faure, a pu constater que ce théoricien anarchiste concevait, à l'échelle de la France, une planification centralisée de bas en haut, ou fédéralisée de bas en haut (éternelle bataille des mots !), dans laquelle la tâche serait répartie aux régions, aux départements, aux communes, selon les besoin et les possibilités de travail.

Sébastien Faure, pas plus que Besnard, n'était économiste. Aussi le plan des deux auteurs péchait-il de larges insuffisances. Mais l'essentiel est que l'esprit de coordination pour de vastes ensembles géographiques et humains était là, et l'on se demande s'il y avait entre les conceptions organiques exposées par eux et celles que préconisaient d'autres révolutionnaires apparemment autoritaires des différences essentielles ?

Je reprends ce que Proudhon écrivait dans son article intitulé *A Pierre Leroux,* publié le 13 décembre 1849. Lorsqu'il résumait comment il voyait l'organisation de la société socialiste, après l'élimination du capital, il disait :

(La suite en dernière page.)

DU MYSTICISME A L'OBJECTIVITE

Marcel BOLL

II

L'esprit scientifique est, à ce jour, l'échelon supérieur de la mentalité humaine.

Pour bien comprendre l'ascension de l'esprit humain, des peuplades primitives à nous, ou du mysticisme à la cohérence, ou encore, si vous préférez, de la religion à la science, il y a lieu d'examiner trois étapes. Nous devrions dire plutôt : trois **mutations** brusques, dans le sens que les évolutionnistes donnent à ce mot.

*
* *

La première étape eut lieu dans la Grèce ancienne et s'appelle couramment le miracle grec. Les Grecs commencent à soupçonner que les faits ne sont pas tous indépendants, ce qui offre un avantage pratique hors de pair : la connaissance de certains faits nous livre, par cela même, la connaissance exacte de certains autres. Ainsi, le fait qu'un triangle a ses trois côtés égaux entraîne l'égalité de ses trois angles, de sorte qu'il devient superflu de s'en assurer. C'était l'ébauche, encore vague et timide, de l'idée de relation, qui domine aujourd'hui la pensée élaborée. Il faut toutefois ajouter que les Grecs furent grisés par leurs succès, qu'ils ne débrouillaient d'ailleurs que des cas très simples, dont l'arrière-plan expérimental leur échappait ; aussi s'abandonnèrent-ils allégrement au préjugé que le monde pouvait être construit imaginativement, sans qu'il fût besoin de l'observer. Cette confiance abusive dans l'omnipotence du pur raisonnement et de l'intuition est encore vivace, extrêmement vivace ; on en trouve périodiquement la séquelle sous la plume des méphysiciens.

*
* *

La deuxième étape s'ouvre à l'époque de la Renaissance et s'étend sur deux siècles et demi. L'homme part à la conquête de l'univers matériel ou, dans le vocabulaire actuel, de l'énergie. Tournant résolument le dos aux mirages, par lesquels les Grecs s'étaient laissé bercer, on ne bâtit plus le monde par le seul raisonnement et l'intuition, on le découvre par expérimentation. Et l'on résume le savoir dans des relations synthétisant des faits physiques. Il faut toutefois ajouter qu'une illusion subsiste encore chez les meilleurs esprits de cette période, convaincus qu'ils sont que nos organes des sens atteignent le monde **tel qu'il est.** En cela consiste le réalisme naïf, le « chosisme », qui n'a pas fini d'infecter la plupart des auteurs contemporains — même très féconds ou très érudits — et le grand public, par leur entremise.

*
* *

Nous assistons, en ce moment, à l'éclosion de la troisième étape : l'âge objectif.

L'idée de relation a démoli notre empirisme simpliste des faits psychiques, et cette idée elle-même s'est considérablement éclaircie ; son origine expérimentale ne fait pas de doute, non plus que l'origine expérimentale de la logique et, par ricochet, des mathématiques. Bref, l'expérimentation est désormais l'arbitre souverain de toutes choses. On sonde le monde à coups de perceptions, avec recoupements, s'il y a lieu. Et on l'explique à coups de relations, aussi simples et aussi peu nombreuses que possible : c'est ce que Louis de Broglie, en particulier, appelle le balancement indéfini entre l'expérience et le raisonnement.

C'est une sottise péniblement répressible que de considérer les sensations comme des prises de possession de l'extérieur « tel qu'il est », comme des fidèles bureaux de renseignements (illusions sensorielle). L'expérimentation élimine l'ambiguïté de ces simples signaux par l'appel systématique à la coïncidence de deux traits. C'est la confrontation de trois lectures (balance, montre, galvanomètre), par Faraday, 1833, qui est à l'origine de l'électronique. C'est l'identité de deux systèmes de rayures, établis à six mois d'intervalle (Michelson, 1881), qui est à l'origine de la connaissance de l'énergie nucléaire. Ces approfondissements des mesures ressortissent à des opérations mentales, dont la complexité échappe totalement à la version latine ou à la plaidoirie d'assises. Le bon sens est dépassé et inopérant dans toute question essentielle.

En résumé, je voudrais dire la même chose d'une manière plus frappante : comme toute expérience précise se réduit à la coïncidence de deux traits et que toute théorie homologuée est faite de relations certaines, la grande œuvre de la science n'est qu'une succession d'allers et retours entre des coups d'œil sur des graduations et des énonciations de lapalissades inédites. Au-delà des reltions, il n'y a rien. En deçà des sensations, non plus.

Toute activité intellectuelle repose sur l'expérience objective ; c'est là un point sur lequel se sont mis d'accord des esprits aussi différents que Claude Bernard, Ernst Mach et Henri Poincaré. Cette expérience conduit à des **vérités,** autrement dit à des énoncés communicables et authentifiés par des savants compétents.

Nos sensations ne sont rien d'autre que des signaux, pratiquement indispensables et théoriquement insignifiants, qui ne nous renseignent en rien sur le réel. Il est même invraisemblable qu'on ne s'en soit pas aperçu plus tôt : une sensation, c'est une interaction, un compromis, un imbroglio, où un système nerveux et ce qu'il y a autour collaborent au même titre. Et ceci est vrai même pour les sensations internes, sur lesquelles nous échafaudons machinalement des interprétations délirantes et presque toujours indestructibles, parce qu'elles ont l'air de s'imposer à vous.

Quant au réel, c'est la totalité des relations que l'on a découvertes jusqu'à aujourd'hui, où les probabilités tiennent une place considérable, et qui portent actuellement sur des corpuscules et sur des champs que l'être humain ne percevra jamais. Il s'ensuit que le réel est sous la dépendance de la chronologie : le réel de 1964 est beaucoup plus riche que celui de Galilée et beaucoup plus pauvre que ce qu'il sera en l'an 2000.

Comme le montrent ces considérations élémentaires — qui ne peuvent sembler paradoxales qu'à ceux qui en entendent parler pour la première fois — l'histoire de notre espèce a surtout été celle de substitutions des connaissances scientifiques (la construction du réel) à l'usage spontané du vulgaire bon-sens.

Il n'existe pas diverses sciences, avec des méthodes essentiellement différentes ou des sources distinctes de connaissances : il n'y a que la science ; toutes les connaissances y trouvent leur place, et ces connaissances sont toutes de même nature ; l'astronome André Danjon note (1951) que « ce n'est pas par nature qu'un sujet est ou n'est pas scientifique, mais seulement par la manière de l'envisager ».

L'objectif de la science est de constater **les faits,** de les inventorier, de les classer (en les rattachant à des lois aussi précises que possible) et de les expliquer, c'est-à-dire de les ramener à des vérités générales, prises comme points de départ (axiomes, principes, théories) et non démenties par l'expérimentation. En résumé, l'objet de la science est la construction du réel.

L'expérience peut être directe ou indirecte. L'expérience indirecte n'est autre que la **déduction** (démonstration ou induction), qui comporte le souvenir d'expériences antérieurement vécues et le maniement de leurs symboles. L'idéal de toute science serait de commencer par l'énonciation de faits expérimentaux, très simples et peu nombreux, appelés **axiomes** (ou principes), à partir desquels tous les autres faits du domaine considéré seraient démontrés, quitte à être ensuite contrôlés par une expérience aussi directe que possible. C'est ce qu'on appelle habituellement la science **théorique,** qui met à profit une science expérimentale de base : la logique (qui n'a rien à voir avec la logique, toute saturée de verbalisme, d'Aristote, de Port Royal ou encore des classes de philosophie), science éminemment complexe, de création toute récente et dont la mathématique « pure » — autre science expérimentale — n'est qu'une partie ou, si l'on préfère, un prolongement.

*
* *

La logique dont nous parlons, qui s'est consolidée, puis étendue pour ainsi dire clandestinement durant quelques décennies seulement, est un nouveau mode d'expression d'une portée immense, dont le premier venu n'aperçoit que les retentissements de détails. J'ai publié à ce sujet un ouvrage accessible au grand public : **l'Education du jugement** (Presses Universitaires de France, 1954). Cet exposé se fonde sur la gradation de quatre infinitifs : constater, expliquer, prévoir, s'adapter.

Depuis ce qu'Anatole France appelait « le cri articulé des singes et des chiens », les humains n'avaient guère utilisé que le langage syllabique, en principe particulariste, qu'il s'agisse des langues dites occidentales, du russe, du chinois, voire de l'espéranto ; le procès du langage syllabique n'est plus à faire, avec ses distinctions arbitraires, ses consonances trompeuses et son mépris pour la logique, ce qui le rend tout bonnement impropre à la pensée précise. Mais ce qui est le plus important à retenir, c'est que de nombreux domaines du réel sont indicibles, c'est-à-dire non traduisibles sans mutilation en langage syllabique.

Le premier espoir de fonder un langage scientifique remonte à 1275 : c'est à cette époque que l'Espagnol Raimond Lulle (1235-1315) entrevit la possibilité de combiner les énoncés (expressions de la pensée) et de les transformer suivant des règles algébriques, pour éviter toute erreur et toute ambiguïté. Ce rêve fut également caressé par Leibniz, mais ne s'est réalisé que depuis un siècle, avec les résultats d'A. de Morgan (1806-1876) et l'œuvre capitale de George Boole (1815-1864). La systématisation s'effectue sous nos yeux avec G. Frege, Giuseppe Peano (1899), David Hilbert (1862-1943), Bertrand Russell (1925), John-Maynard Reynes, Rudolf Carnap, H. Reichenbach, Jacques Reinhart...

Cette renaissance de la logique a doté l'humanité d'un mode d'expression adéquat à la pensée précise, ce que l'on peut appeler le langage opératoire. D'abord strictement limité au point de vue quantitatif (débutant par le vulgaire usage des chiffres), le langage opératoire s'étend à ce qui n'est pas (ou pas encore) mesurable, comme les faits humains.

Cette science nouvelle est tout à la fois une description condensée (alignement de sigles) et une technique, qui est fondée sur le calcul des énoncés grâce à l'introduction d'opérateurs et de graphiques. (Pour avoir une première idée des symboles et graphiques opératoires, ainsi que des procédés de calcul, on pourra se reporter aux pages 236-250 du **Mystère des nombres et des formes**, par Marcel Boll, 5e édition, chez Larousse.)

Elle introduit des variables, qui représentent des individus ou des choses (déterminés ou indéterminés) ; elle introduit des classes d'objets, des types de relations.

De même qu'il existe des machines à calculer, il est désormais possible de construire des **machines à raisonner**, dont la première idée remonte à William-Stanley Jevons (1835-1882) : de tels instruments mettent en équation et exécutent mécaniquement les principales opérations logiques.

Pour les disciples attardés d'Aristote, les « vérités » logiques sont absolues et innées ; on arrive au monde avec un esprit juste ou avec un esprit faux... La science actuelle prend le contrepied de ces fantaisies imaginatives : les bases de la logique sont expérimentales, les développements de la logique exigent un symbolisme compliqué mais déjà satisfaisant.

Nous allons donner une idée de l'application de la nouvelle logique à l'induction scientifique en reproduisant (en faisant naturellement — pour être accessible au lecteur non préparé — abstraction du symbolisme opératoire) une mise au point que nous avons proposée, Jacques Reinnart et moi (1948), sur les théories de la lumière, constituant un bon exemple de la méthode hypothético-démonstrative, qui est celle de la science actuelle :

Isaac Newton était partisan de la théorie de l'émission :

I les objets lumineux lancent, dans l'espace, des corpuscules, tandis que Huygens soutenait la théorie des ondulations :

II les objets lumineux sont le centre d'un système d'ondes.

Dès 1676, grâce au danois Olof Rœner, on avait une idée sur la vitesse de la lumière. Mais on ne prit pas la peine de compléter chacun des deux faits (provisoirement justes) par l'un des suivants, respectivement :

I' la vitesse de la lumière et celle des corpuscules,

II' la vitesse de la lumière est celle des ondes.

A la suite de l'approfondissement de la théorie de Huygens par Fresnel, on porta son attention sur le fait :

III la vitesse de la lumière est plus grande dans l'air que dans l'eau et nous tiendrons pour prouvé expérimentalement :

(I et I') entraîne III inexact,

(II et II') entraîne III exact.

L'expérience de contrôle fut montée en 1850 par Léon Foucault et ne laissa subsister aucune équivoque : le fait III est exact. Mais les affirmations, que le bon sens des savants se crut autorisé à émettre, furent abracadabrantes.

Pendant plus d'un demi-siècle, certains imaginèrent, sans motif valable, que l'émission et les ondulations étaient incompatibles. On ne fit pas le raisonnement suivant, que nous considérons maintenant comme bien simple :

1° **Démonstrativement** l'assurance que (I et I') est absurde, ce qui entraîne seulement :

I est absurde ou I' est absurde
(et non pas : I est absurde) ;

2° **Inductivement** une présomption favorable à II, sans que l'on soit en droit de rien dire sur I.

Même un physicien aussi averti et pondéré que le fut Paul Langevin ne craignait pas d'écrire, encore en 1911 : « Il n'est pas question de « renoncer à la synthèse admirable et de revenir, en optique, par exemple, à une théorie de l'émission avec toutes les difficultés qu'elle occasionne et qui l'ont fait rejeter il y a plus de cinquante ans ». Cette interdiction fut levée quelques années après (1923).

C'est que la logique scientifique n'était pas fondée, et chacun était incapable de soupçonner (d'après les broutilles, dont on l'avait entretenu au lycée, dont on l'entretient encore après un siècle) qu'elle pût jouer un rôle quelconque en science théorique... Le bon sens avait suggéré, à tort, que la lumière a une seule vitesse, comme une balle de tennis ! Mais le bon sens aurait laissé échapper un grand nombre des applications, qui ont transformé l'existence quotidienne depuis trente ans. [On trouvera un exposé complet de la nouvelle logique dans notre **Manuel de la logique scientifique**, édité en 1948, chez Dunod. Chacun des fragments (et, ou, non, est, entraîne) de la pensée rigoureuse comporte un sigle distinct, propre à toutes les indiscutables transformations.]

* * *

Avec ses deux chapitres : algèbre (étude des compositions) et topologie (étude des relations d'ordre), la mathématique n'est plus le seul outil dont nous disposons. Il ne faut jamais oublier que les langages, qu'ils soient opératoire ou syllabique, ne sont que des formes vides, aptes (mais incomplètement aptes en ce qui concerne le langage syllabique) à recevoir les données de l'expérimentation, car l'expérience, nous le répétons, est la source unique de connaissance.

* * *

Nos quatre infinitifs d'il y a un instant précisent quatre stades :

Constater (langage syllabique) : Acquisition du concret, **érudition ;**

Expliquer, prévoir (langage opératoire) : Invention du réel, **science ;**

S'adapter (langage syllabique) : Retour au concret, **technique.**

Constater s'effectue en langage syllabique ; c'est l'acquisition du concret, et cela peut être considéré comme l'**érudition** (avec, comme dégénérescence, le bricolage).

Expliquer et prévoir, c'est la **science**, qui emploie nécessairement le langage opératoire, et c'est l'invention du réel. En dehors de l'homme, ou plutôt en dehors de la partie de l'univers qui est explorée, il n'y a pas de réel ; les animaux n'ont pas de réel.

S'adapter (avec le langage syllabique) ; c'est le retour au concret, et c'est la **technique.**

Le concret est la juxtaposition de chaque individu et de son ambiance ; par bonheur, cette cohabitation de l'individu et de l'ambiance est assez souvent assurée, vaille que vaille, par le vulgaire bon sens. C'est pourquoi les rapports interpsychiques (les échanges d'impressions) demeurent tributaires d'un des nombreux langages syllabiques de la planète.

Expliquer utilise surtout la démonstration ; c'est ce qu'on appelle l'esprit de rigueur (et non de géométrie, ce qui est une vieille expression impropre).

Prévoir repose sur l'induction, qu'on peut à la rigueur continuer à appeler, avec Pascal, « esprit de finesse ».

Pour ces deux opérations, nous trouvons depuis un quart de siècle, une aide inespérée dans les ordinateurs électroniques et leur notation binaire en oui et non, tandis que la notation décimale était due simplement à ce que nous avons dix doigts de mains.

Inespéré, car la science prévoit, mais ne se prévoit pas elle-même. Le passage direct entre constater et s'adapter, c'est-à-dire un court-circuit négligeant la science, englobe les mammifères supérieurs et la quasi-unanimité du genre humain. Je cite cet exemple parce qu'il est caractéristique de notre époque : André Siegfried (1875-1959) avouait en toute franchise ne pas savoir sur quoi pouvait reposer l'électronique, dont il venait d'admirer l'exposition : il n'y voyait que de l'ébénisterie, des poussoirs et des manettes, sans se faire la moindre idée d'un réel... derrière. Le réel prend la place de ce sur quoi trois millénaires de philosophes ont médité, mais les métaphysiciens d'aujourd'hui continuent à se boucher les yeux. Or, Paul Valéry l'avait bien vu : « Il fallait être Newton, écrivait-il, pour s'apercevoir que la Lune tombe sur la Terre, alors que le premier venu... voit bien qu'elle ne tombe pas. »

Le passage direct de constater à s'adapter est aussi l'état actuel de la biologie, du droit, des lettres et des sciences humaines ; dans tous ces problèmes, l'invention du réel est encore à l'état d'esquisse.

Il existe, enfin, un dernier domaine de la logique, qui épaule fortement la physique et qui concerne des faits que l'on ne peut pas directement cataloguer comme exacts ou inexacts : c'est le domaine des modalités, où le souriant « sentiment des nuances », cher aux lettrés, s'incorpore au réel. On distingue alors le décidable, pour ce qui est soit certain (noté 1), soit absurde (noté 0), et l'indécidable, pour ce qui est à la fois plausible (c'est-à-dire non-absurde, différent de 0) et douteux (c'est-à-dire non-certain, différent de 1) ; mathématiquement parlant, l'indécidable a été approfondi depuis Pierre de Fermat (1601-1665) et Blaise Pascal (1623-1662). Les problèmes de probabilité sont un merveilleux entraînement à la réflexion en langage opératoire, ainsi qu'à la suite de la vie d'adulte, où la grande majorité des choix ne se fond pas à coup sûr. (Voir nos livres **la Chance et les Jeux de hasard**, Larousse ; **l'Exploitation du hasard**, Presses Universitaires de France.) Les probabilités sont, de plus, indispensables en génétique.

* * *

Après cette exposé, à la bonne franquette, de quelques rudiments de l'histoire des sciences, de quelques points de repère dans la théorie de la connaissance, il nous faut préciser — sous peine d'étonnements intempestifs et de lourdes erreurs — où en est la survivance de la mentalité primitive chez nos contemporains civilisés. Les statistiques manquent, mais un ordre de grandeur plausible est donné par le tableau suivant :

POURCENTAGES DES ACTES INDIVIDUELS *teintés de mentalité primitive*	POURCENTAGE *dans l'élite*
plus de 60 %	95 % des individus
entre 60 % et 5 %	4 % des individus
moins de 5 %	1 % des individus

On voit tout de suite où se classent les croyants des grandes et petites religions, chrétienne et sociocratique (marxisme), ou encore des délires occultistes. A titre d'exemple, n'ou-

blions pas que, sans compter les églises bien visibles et faisant souvent salle comble, il y a, rien qu'à Paris, mille devins et cinquante mille pythonisses qui, en moyenne par an, empochent vingt milliards de francs (anciens francs).

La deuxième ligne comprend les gens de « bon sens », les écrivains perplexes (dits à l'esprit « nuancé »), les journalistes soi-disant intelligents, qui proclament à tout bout de champ, non sans quelque satisfaction intime : « Je n'y crois guère, mais, **après tout**, qui sait ? » Cet « après tout » timoré est une clause de style ou, en bon français, une ineptie, du genre de celle qui dirige les inventeurs de martingale à la roulette (hésiter sur des certitudes et admettre des absurdités). Par précaution, tous ces gens adoptent — vis-à-vis des astrologues, guérisseurs et autres occultistes et envers les religions et les partis politiques — « la fraternelle indulgence (dont parle Courteline) des pauvres filles publiques pour les pauvres soldats ».

Enfin, pour ce qui est de la dernière ligne, il s'est créé çà et là (le fait a été étudié en Grande-Bretagne) une nouvelle espèce d'hommes, capables de trancher avec éclat de questions sans rapports avec leurs antécédents professionnels, qui sont rompus aux raisonnements pratiquement infaillibles (où les profanes, d'ailleurs, ne voient qu'arguties et sophismes) et qui éliminent ainsi les obstacles redoutables. Telle est l'éminente supériorité des hommes qui comprennent la valeur et la portée des relations générales, bref, qui savent **voir loin**, faute de quoi les cas graves et imprévus restent dénués de décision efficace. Ces hommes ont eu, pour la plupart, le grand mérite de se former eux-mêmes, en tirant parti avec pénétration de leur propre expérience, dans un milieu social indifférent, sinon hostile.

Il ne faut pas se dissimuler que l'accumulation des connaissances — utilisables et utilisées — s'accélère à un point tel que les non-initiés témoignent de symptômes d'essoufflement. Tout le monde est d'ailleurs profane en quelque domaine, sauf peut-être ceux qui, longtemps façonnés à l'école de la recherche, trouvèrent ensuite assez de loisirs pour se spécialiser dans les idées générales, pour devenir, comme disait Herbert Spencer, « des agents conscients de l'évolution ».

En parlant des esprits scientifiques, on n'englobe pas seulement les gens de métier, mais maintes personnes aux raisonnements sûrs, aux déductions rigoureuses, qui (si elles l'avaient voulu ou avaient eu les moyens matériels) auraient fait de « bons « scientifiques ». Sans même faire, la plupart du temps, œuvre de science et fût-ce « d'instinct », elles appliquent spontanément une méthode assez correcte à chaque question posée : elles en font le tour ; elles apprécient d'un coup d'œil la valeur de telle ou telle solution et choisissent en connaissance de cause.

Donc une étape intermédiaire vers l'esprit scientifique consiste en une mentalité saine, se trouvant chez des esprits qui ne savent pas beaucoup de choses, peut-être, mais qui connaissent les limites de leur savoir, et qui honorent les principes sur lesquels repose toute attitude scientifique : sens de la relativité ; modestie ; amour désintéressé du vrai ; horreur du verbalisme, des préjugés, des généralisations hâtives. Ces gens-là ne confondent pas les jugements de valeur (comportements à conseiller) et les jugements de réalité (faits vérifiés), ni ce qui **est** avec ce que nous préférerions qui soit.

*
* *

Par malheur, à la confusion des esprits et à l'incohérence des actes, il n'y a pas de remède

Réflexions sur la libération des esprits

Par PRECIAS

Ce dialogue entre nos amis humanistes et nous me semble d'une importance extrême ; il devrait normalement favoriser l'évolution. Il serait en tout cas intéressant que nous attachions à cette recherche toute l'attention qu'elle mérite. Expliquons-nous :

Selon les thèses généralement admises, « l'évolution passe par la libération des esprits ». Libérer les esprits serait donc un vœu et un but qui s'inscriraient en première place dans l'ordre de nos préoccupations. Il semble cependant que cette libération ne soit pas notre tâche la plus importante.

Ce qu'il faut, c'est libérer la pensée et transformer les esprits. Quand nous disons « esprits », c'est le plus souvent de la « pensée » qu'il s'agit, l'esprit n'étant que la manière de se servir de la pensée. C'est dans l'esprit que nous trouvons les qualités ou les défauts qui font de l'homme sociable ou non, capable ou non d'agir utilement pour l'évolution.

Les mêmes idées ne donnent pas forcément le même esprit ; notre pensée contient nos connaissances (bonnes ou mauvaises) ; c'est donc elle qui décide du choix des valeurs et préside à notre liberté ; mais c'est notre esprit, selon sa tournure, sa formation, son conditionnement, qui utilise bien ou mal ce capital ; c'est la manière de se servir de tout cela que nous pourrions appeler, si vous le voulez bien, « notre état d'esprit », et c'est bien cet état d'esprit qui détermine notre comportement, nos attitudes, nos réactions devant les situations et dans nos rapports.

On peut penser avec nos amis que la libération conduit à la conscience humaniste et à la voie constructive, mais cela n'est pas du tout certain, car la libération peut se traduire de mille façons. On peut être libéré et se conduire en sectaire à l'esprit étroit, égoïste et personnel, ne rien vouloir donner ni faire un effort constructif ou de solidarité ; on peut vouloir avoir raison malgré tout ou prétendre imposer ses seules idées à tout prix.

Prenons comme exemple un cas extrême.

Regardez les hommes de gauche, croyez-vous qu'avec leurs idées de haute valeur, l'esprit de certains ne se confond pas avec les idées d'hommes de droite attachés seulement à conquérir leurs biens, à défendre leurs droits sans jamais connaître leurs devoirs ? L'esprit des uns rejoint la pensée des autres dans un manque commun de générosité.

Prenez les intellectuels, leurs connaissances ont libéré leur pensée ; sont-ils humanistes pour cela ? Leur facilité verbale exprime plus souvent leurs idées que les voix profondes de la sensibilité humaine.

Moralité avant tout, telle serait notre devise ; je ne saurais vous en faire grief, mais ce terme est vague et nous ne devons pas nous abriter derrière les mots. Celui-là suffit-il à bien servir l'évolution ? On peut être acquis à la morale et être un *très* mauvais esprit.

Pour nous, la moralité n'est-elle pas la forme supposée de notre état d'esprit ? S'ils ne font qu'un, pour être clair, il faut définir et dissocier l'un de l'autre en donnant plus d'importance à l'esprit, d'abord pour le rôle qu'il doit jouer et parce qu'avec lui on sait de quoi il s'agit, ce qu'il doit être. Il est facile de définir quelles qualités doit avoir un esprit pour qu'il puisse apporter une amélioration à l'harmonisation des rapports entre les hommes, amélioration elle-même indispensable à l'évolution. Quant à l'autre elle est un peu comme la vérité, chacun a la sienne et la croit la meilleure !

C'est à ce point de réflexion que se place l'originalité de notre position, la « confiance par l'explication ». Mais cette libération acquise nous devons prendre conscience qu'elle n'est rien en elle-même ; il faut encore œuvrer à la construction d'un monde tel qu'il devrait être si les esprits n'avaient pas été déformés et conditionnés.

Ce retour aux voies normales et naturelles, cette démarche, cet effort qu'il faut faire pour acquérir cet esprit plus généreux, plus compréhensif, plus indulgent, *libéré du moi,* enfin, toutes les qualités que suppose un esprit sociable, c'est ce que nous appellerons cette fois la « transformation ».

Il est bien évident que, si nous admettons cette nécessité de transformation des esprits, c'est par le nôtre que nous devons commencer, nous qui nous sommes donné mission d'être les promoteurs de cette évolution.

immédiat. Les générations ont jusqu'ici travaillé aveuglément au jour le jour. Faut-il continuer à faire du rapiéçage, ce qui n'avancera à rien ? Ou préparer l'avenir ?

Pour préparer l'avenir nous retrouvons, à la base, l'éducation du jugement, laquelle nous fait voir **juste et loin**, ou, si l'on préfère : constater sans déformer, expliquer sans préjuger, prévoir sans deviner et aussi s'adapter sans être esclave d'un plaisir immédiat ou d'un réconfort chimérique (1).

C'est sans doute l'héritage le plus précieux à léguer à nos successeurs que de leur épargner les pataugeages dans la mentalité primitive, que de les entraîner sans retard à l'objectivité impartiale.

(1) En plus des ouvrages et articles mentionnés dans le texte, nous signalons comme lectures complémentaires :

BIBLIOGRAPHIE

Léon BRUNSCHVICG : *Les Ages de l'intelligence,* Editions Presses Universitaires de France, 1953.

Bertrand RUSSELL : *Science et Religion,* Ed. Gallimard, 1957.

Alfred-Jules AYER : *Langage, Vérité et Logique,* Editions Frammarion, 1956.

Hans REICHENBACH : *L'Avènement de la philosophie scientifique,* Ed. Flammarion, 1955.

Robert IMBERT-NERGAL : *Les Sciences occultes ne sont pas des sciences,* Ed. Union Rationaliste, 1959.

La violence s'est installée dans nos échanges, et notre réaction est le plus souvent défensive, voire agressive, au lieu d'être compréhensive, supposant toujours chez autrui de mauvaises intentions, des calculs ou l'appartenance à un camp ou à l'autre ; nous n'envisageons même pas qu'ils puissent être libres et désintéressés. D'une manière générale, le soupçon, le parti pris, la passion, sont présents dans toutes nos discussions.

A ces attitudes primaires il faut opposer une manière d'être basée sur la confiance et sur la raison.

Etablir des rapports de confiance, un monde de raison, c'est d'abord avoir une autre idée de l'homme ; celle que nous en avons est fausse, elle tient à ce que dans notre société tout est mis en œuvre pour développer les forces négatives qui sont en lui. Il faut renverser ce courant négatif et prouver que la nature de l'homme n'est pas ce qu'elle aurait pu être si les conditions de libre et plein épanouissement lui avaient été données ou laissées.

Selon cette vue, l'homme serait plus victime que coupable et, si nous abordons le problème de sa propre nature, l'indulgence doit, là aussi, nécessairement présider à nos jugements. Nul n'est responsable de sa naissance, de ses facultés, de ses possibilités ; personnellement, je ne crois pas à la culpabilité foncière ; il n'y a pas de gens coupables, il n'y a que des gens dans l'erreur. Il faut lutter contre l'erreur et non contre l'homme ; le malade est-il responsable de sa maladie ?

Depuis deux mille ans notre civilisation repose sur des commandements faux, tels que : « Aimez-vous les uns les autres. » Mais que pensez-vous d'une maxime qui serait : « Essayez de vous comprendre les uns les autres. » ? Profitant de l'occasion, la définition de l'humanisme ne pourrait-elle être : « L'humanisme, c'est la volonté de mieux connaître et mieux comprendre les hommes. »

Si nous souhaitons vraiment l'évolution, si nous souhaitons une humanité meilleure, si nous souhaitons son bien avant notre propre satisfaction... alors il faut avant tout vouloir changer la nature de nos rapports. Tous nos efforts seront vains si nous ne définissons pas quelles doivent être les qualités de l'esprit sociable.

C'est avec cet esprit transformé, où la méfiance aura fait place à la compréhension, que la recherche en commun pourra être fructueuse et bénéfique pour l'évolution. Et cela nous le ferons d'autant plus aisément que nous aurons foi en l'homme et que nous serons convaincus que son bonheur et celui de l'humanité ne se trouvent que dans l'amour.

« Oui, je suis socialiste, mais socialiste avec préméditation et conscience ; socialiste non pas seulement parce que je proteste contre le régime actuel, mais parce que j'affirme un régime nouveau, qui doit résulter, comme tout ce qui se produit dans la société, de la négation d'une réalité passée à l'état d'utopie. Je suis socialiste, c'est-à-dire à la fois réformateur et novateur, démolisseur et architecte ; car, dans la société, ces termes, quoique opposés, sont synonymes. **Destruam et aedificabo ! »**

PROUDHON

Spoliation de l'Espagne par l'Église

Il est naturel que l'Eglise fût puissante dans un pays où le sentiment religieux se trouvait surexcité par une lutte de six cents ans contre les musulmans. La piété des Espagnols fut toujours singulièrement ardente et démonstrative.

Au milieu de ce peuple fidèle, l'Eglise occupait une situation prépondérante. Non qu'elle fût à l'abri des convoitises ; comme en d'autres pays de l'Europe, la noblesse voyait d'un œil d'envie les richesses du clergé. En Galice, les seigneurs avaient prorité des populations comblait les vides. part des revenus ecclésiastiques. Des laïques tenaient en commende une foule de bénéfices. Mais la libéralité des uns indemnisait de l'avidité des autres. L'inépuisable charité des populations comblaient les vides. D'ailleurs, le clergé jouissait de privilèges nombreux. La loi des « Parties » avait dispensé les réguliers et les séculiers du paiement des impôts. Des domaines considérables échappaient ainsi au fisc ; toute acquisition nouvelle, toute propriété provenant de legs ou de successions venaient augmenter l'étendue des biens de mainmorte. Cela ne paraissait pas suffisant : les clercs entendaient se soustraire aux taxes municipales dont quelques-unes pesaient même sur la noblesse. Ils ne voulaient contribuer ni pour l'entretien des chemins et des rues, ni pour la réparation des ponts, des fontaines, des remparts, ni pour aucune œuvre d'utilité commune.

La royauté eut beau prendre quelques dispositions vigoureuses, il ne semble pas qu'elles aient produit grand effet. L'Eglise se retranchait derrière ses droits et se couvrait de la protection de ses officialités. Des laïques même se faisaient accorder les privilèges de clergie pour échapper à l'impôt. On s'affiliait au tiers-ordre de saint François dans le même dessein. Loin de rien céder, les prêtres travaillaient à étendre leurs privilèges à leurs serviteurs, à leurs vassaux. Quiconque demeurait dans leur maison, s'asseyait à leur table, et vivait leur vie, parents, alliés, domestiques, essayait de se soustraire aux charges des « pecheros » (1). En vain les Cortès protestaient-elles contre ces abus. Dans le siècle troublé qui va de la mort de Pierre le Cruel à l'avènement d'Isabelle, la dynastie des Transtamare n'était pas en mesure de faire respecter les droits de l'Etat. Les rois catholiques, assez puissants pour soumettre le clergé au droit commun, trouvèrent plus habile de ne pas le heurter de front et de drainer les richesses ecclésiastiques par des dîmes souvent répétées. Ils ne songèrent plus à dépouiller à l'Eglise du jour où ils eurent en main la disposition des bénéfices. Le compromis de 1482 leur accordait la désignation aux évêchés, aux archevêchés, aux plus riches abbayes de l'Aragon et de la Castille ; dans les Indes et à Grenade, ils nommaient « motu propio » tous les titulaires. Cette suprématie explique sufisamment quel intérêt ils avaient à ménager ce riche trésor de revenus et de faveurs.

Le clergé ne se contentait pas des immenses domaines dont l'avait gratifié la piété des sujets et des rois. La dîme lui assurait une partie des fruits dans les propriétés qu'il ne possédait point. Selon Marina, il n'aurait, jusqu'au XI[e] siècle, perçu ce droit que sur ses biens propres. L'autorité des fausses décrétales, la faiblesse d'Alphonse X, qui fut un savant, non un sage (2), étendirent cette chargé à toute la nation. On préleva dans tout le royaume la dîme des récoltes. Le roi déclara même soumettre à cette obligation les produits de l'industrie. Cette disposition resta lettre morte. Mais la dîme personnelle eut plus de succès et s'établit dans quelques provinces. Si l'on croit les plaintes des Cortès, le clergé percevait ces redevances avec la dernière rigueur. Il lançait contre ceux qui ne les payaient pas l'excommunication et l'anathème. Il les levait, non pas une fois, mais deux ou trois fois.

Les rois n'osaient heurter de front la puissance ecclésiastique ; ils reconnaissaient la justice des griefs, mais ne tentaient rien pour arrêter les abus. Sous le règne de Charles-Quint, les vexations devinrent si lourdes et si fréquentes que les procurateurs des villes élevèrent à nouveau la voix. Ils se plaignaient que certains évêques levaient la dîme au marché sur la vente des herbes. La perception de ces droits iniques sur la nourriture du pauvre ne fut pas suspendue. Aussi l'Eglise d'Espagne devint-elle extrêmement riche. Elle comptait 40 évêchés et 7 archevêchés (3 en Aragon, 4 en Castille), jouissant d'un revenu de 476.000 ducats (3). Quelques évêques, comme celui de Guadix, de Tuy, de Lugo, n'axaient qu'un revenu de 1.500 à 2.000 ducats, mais le primats des Espagnes, l'archevêque de Tolède, laissait bien loin derrière lui tous ses collègues. Son archevêché rapportait 80.000 ducats, qui feraient à peu près six millions de francs or.

Ce prince ecclésiastique venait immédiatement après le roi pour la puissance, la richesse et l'étendue de ses domaines. On imagine quelle grande situation politique et sociale possédait cet Alonseo Carillo qui mit en péril la cause d'Isabelle.

Les prélats n'absorbaient pas toutes les ressources. D'après Damiano a Goes, qui vivait au milieu du XVI siècle, la dotation du clergé séculier était deux fois plus forte que celle de l'épiscopat. A ce compte, les curés et les simples prêtres pouvaient mépriser le casuel. Il y avait en outre une multitude d'abbayes et de monastères dont les revenus réunis égalaient et même dépassaient ceux du clergé. Suivant notre auteur, l'Eglise d'Espagne tout entière aurait joui d'un revenu annuel de 4 millions de ducats, qui vaudraient 300 millions de francs or (4).

Jean H. MARIEJOL

(L'Espagne sous Ferdinand et Isabelle)

---

(1) *N. de la R.* — Plébéiens.

(2) En espagnol, Alfonso el Sabio, mais *sabio* signifie à la fois savant et sage. Il faut distinguer.

(3) ?

(4 *N. de la R.* — Environ 60 milliards d'anciens francs. Il faut pour comprendre l'importance de ces chiffres que l'Espagne était alors ruinée et ne comptait que huit millions d'habitants.

Suite article Gaston LEVAL...

« Vient ensuite la formation, spontanée et populaire, des groupes, ateliers ou associations de travailleurs ;

» En dernier lieu, se détermine et se formule le groupe suprême, qui comprend la nation tout entière, et que vous appelez l'Etat parce que vous lui donnez une représentation extrasociale, mais qui, pour moi, n'est plus l'Etat. »

Mais Pierre Leroux entendait-il l'Etat au sens proudhonien du mot. Et Louis Blanc ? La violence de la polémique n'a-t-elle pas faussé la pensée et les intentions de chacun ?

Il y a peut-être aussi une autre confusion de mots qui dure encore : l'Etat est-il la nation, la nation est-elle l'Etat ? Non, disons nous : l'Etat est, pour reprendre l'image de Marx, une « superstructure parasitaire » qui vit de la nation, d'abord, qui en organise ensuite, si l'on veut bien, certaines parties d'ensemble dont il vit, et qu'il s'incorpore. Mais la nation est l'ensemble des hommes, des habitants qui la composent, qui y travaillent, y vivent, y procréent et meurent, l'ensemble des générations enchevêtrées, depuis les nouveaunés jusqu'aux vieillards. Eliminez l'Etat, la nation restera. Mais le concept de nation lui-même n'implique-t-il pas, dans notre vocabulaire courant, une charpente, un squelette politique ? Aujourd'hui, si. Autrefois, il s'agissait de familles ethniques. Il y avait autant de nations que de ces grandes familles : celtes, normands, burgondes, etc. Maintenant, l'interprétation n'est plus la même. Il est donc possible de s'expliquer que de nombreuses personnes, qui ne sont pas obligées d'accepter comme valable, ou parfait, notre vocabulaire, appellent Etat ce qui est la nation, et plus encore ce qui constitue l'ossature organique de cette nation, sans pour cela, nous devons le répéter, désirer l'ensemble des institutions répressives ou d'administrations publiques bureaucratiques et centralisées ou règnent le policier et le percepteur.

Il est du reste curieux de constater que Proudhon voyait dans l'Etat l'obstacle à l'organisation économique de l'humanité que lui aussi préconisait, en même temps qu'il définissait ses conceptions an-archistes. Aussi écrivait-il dans *Idée générale de la Révolution au dix-neuvième siècle* :

« L'oppression des peuples et leur haine mutuelle sont deux faits corrélatifs, solidaires, qui se reproduisent l'un l'autre, et qui ne pouvaient disparaître qu'ensemble, par la destruction de leur cause commune, le gouvernement.

» C'est pour cela que les peuples, aussi longtemps qu'ils demeureront placés sous la police de rois, de tribuns ou de dictateurs ; aussi longtemps qu'ils obéiront à une autorité visible, constituée au sein d'eux-mêmes et de qui émanent les lois qui les régissent, seront inévitablement en guerre... A l'économie unitaire du globe, la nationalité excitée par l'Etat oppose donc une résistance invincible. »

L'Etat constituait donc pour lui un obstacle à la réalisation du socialisme anti, et non étatique ; et à la réalisation de ce socialisme à l'échelle planétaire.

Il va sans dire que cette vision des choses entraînait à son tour, quoique Proudhon ne se soit pas expliqué à ce sujet, une organisation économique d'ensemble, des institutions mondiales, auxquelles faisaient obstacle les gouvernements nationaux, et sans doute que ces institutions auraient dû avoir, comme il en était dans la pensée de Bakounine, le caractère que lui assignent les personnes dont nous parlons, et qui sont souvent si près de nous, quand elles parlent de l'Etat (1).

Revenant à ce que nous disions auparavant, nous en arrivons à une interprétation des mots, plus qu'à une différence de concepts. Et je pose la question : est-il possible que nous abordions, avec la sérénité, l'objectivité, la tolérance nécessaire, l'examen de ce problème, ou plutôt de ces problèmes ? Je pose aussi la question à nos lecteurs. Pour moi, de nouvelles synthèses, de nouveaux terrains d'action sont possibles et nécessaires, et c'est une faute grave que de ne pas nous y efforcer. Notre devoir n'est pas de nous maintenir bien enfermés dans des définitions étroites et rigides comme des tours blindés ou des blockhaus en ciment armé. Il est de regarder ou d'ouvrir de vastes horizons en cherchant à comprendre les autres comme nous prétendons en être compris nous-mêmes. Ce que nous n'avons jamais fait jusqu'ici, dans le mouvement libertaire. Mais nous n'y avons rien gagné, ni la liberté, ni l'humanité. Car le dépérissement et la mort ne sont jamais des victoires. Et ne s'y condamne-t-on pas quand on oppose la sécheresse et l'aridité des formules parcheminées à la multiplicité et à la fécondité de la vie en incessant développement ?

(1) Il est du reste curieux de constater que, pour la plupart des anarchistes et des gens qui se réclament même, sans la connaître, de la pensée de Bakounine et de Proudhon, une telle organisation nationale, continentale ou mondiale est nettement étatique. Ils prouvent par là n'avoir retenu que l'esprit négatif de l'anarchisme, et ignorer l'apport constructif des auteurs qu'ils citent.

PROGRES EN IRAK

Pour ne pas affaiblir l'autorité de la famille, le gouvernement irakien vient de prendre deux décrets qui autorisent les frères ou les cousins à égorger de leur propre main les femmes qui se livrent à la prostitution, les épouses adultères, celles qui abandonnent le domicile conjugal ou prétendent se marier contre le consentement de leur famille.

En vertu de ces décrets, quarante-trois frères coupables d'avoir égorgé leur sœur sont graciés et treize autres qui ont, eux aussi, commis ce qu'on appelle un « crime d'honneur » ont vu leur peine réduite á un an de prison.

Ces mœurs, toutes musulmanes, qui étaient courantes il n'y a pas si longtemps en Kabylie, sont réputées beaucoup plus morales que celles en vigueur en Occident. Qu'attendent pour protester ceux qui le font si fort dans des occasions moins graves ?

L'ÉTHIQUE HUMAINE

Certainement l'histoire est toute pleine de luttes et de destructions entre les peuples, les classes, les familles, les individus. Et où que nous regardions nous ne voyons que lutte et destruction. Mais il est vrai aussi que, s'il n'y avait que lutte et destruction, si l'opposition, la guerre avaient été le caractère exclusif ou seulement dominant des rapports entre les hommes, l'humanité n'aurait pas pu se développer et progresser, et il ne pourrait y avoir d'humanité proprement dite, bien qu'il y aurait des animaux d'aspect humain, un peu supérieurs ou un peu inférieurs aux mammifères de la jungle.

Malgré les fleuves de sang répandus, les inénarrables souffrances et les humiliations infligées, malgré l'exploitation et la tyrannie subies par les plus faibles, à cause de leur infériorité personnelle ou de leur position sociale, malgré, enfin, la lutte et toutes ses conséquences, ce qui prévaut réellement dans l'existence collective des hommes, ou qui pour le moins en constitue l'élément vital et progressif, c'est le sentiment de sympathie, le sens de commune humanité qui, dans des conditions normales, met à la lutte une limite au-delà de laquelle on ne peut aller sans provoquer une répugnance profonde et une réprobation générale.

Enrico MALATESTA

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées, les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

Socialistes libertaires, pourquoi ? — 0,20 F franco.

Le Chemin du Socialisme (40 pages, **0,60 F.**)

L'Enfance en Croix, récit par Gaston Leval — 224 pages, **6 F 50** franco.

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris **quatre schémas 2 F.**

Le monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F.** franco).

Eléments d'éthique moderne (105 pages franco, 2,50 F.)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin par Georges Las Vergnas (franco, 5,50 F)

Imp. R. Ouvrière, Paris, 10, r. Montmorency 3e

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **5 NF.** - Etranger : **6 NF.** - L'exemplaire : **0,45 NF.**

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins. BIEVRES (Seine-et-Oise) - C. C. P. Paris 5935 - 17**

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar Quinet, PARIS (14e) — Le directeur-gérant : **Gaston LEVAL**